

La revolution Kamerunaise : ses objectifs, sa signification et ses repercussions dans le continent Africain.

- **Publication Date:** 1960?
- **Format:** 80 p. ; 21 cm.
- **Subject:** Cameroon -- History; Cameroon -- Politics and government
- **Publisher:** Le Caire : Edité par le Bureau du Comité Directeur de l'.U.P.C.
- **Identifiant:** OCLC: (OCoLC)12639489
- **Source:** Library Catalog

Availability and location:

New York University - New York:

- Available at {1}:
 - NYU Bobst Offsite Main Collection Offsite DT574 .R48 1960

LA REVOLUTION KAMERUNAISE

SES OBJECTIFS, SA SIGNIFICATION ET SES
REPERCUSSIONS DANS LE CONTINENT AFRICAIN



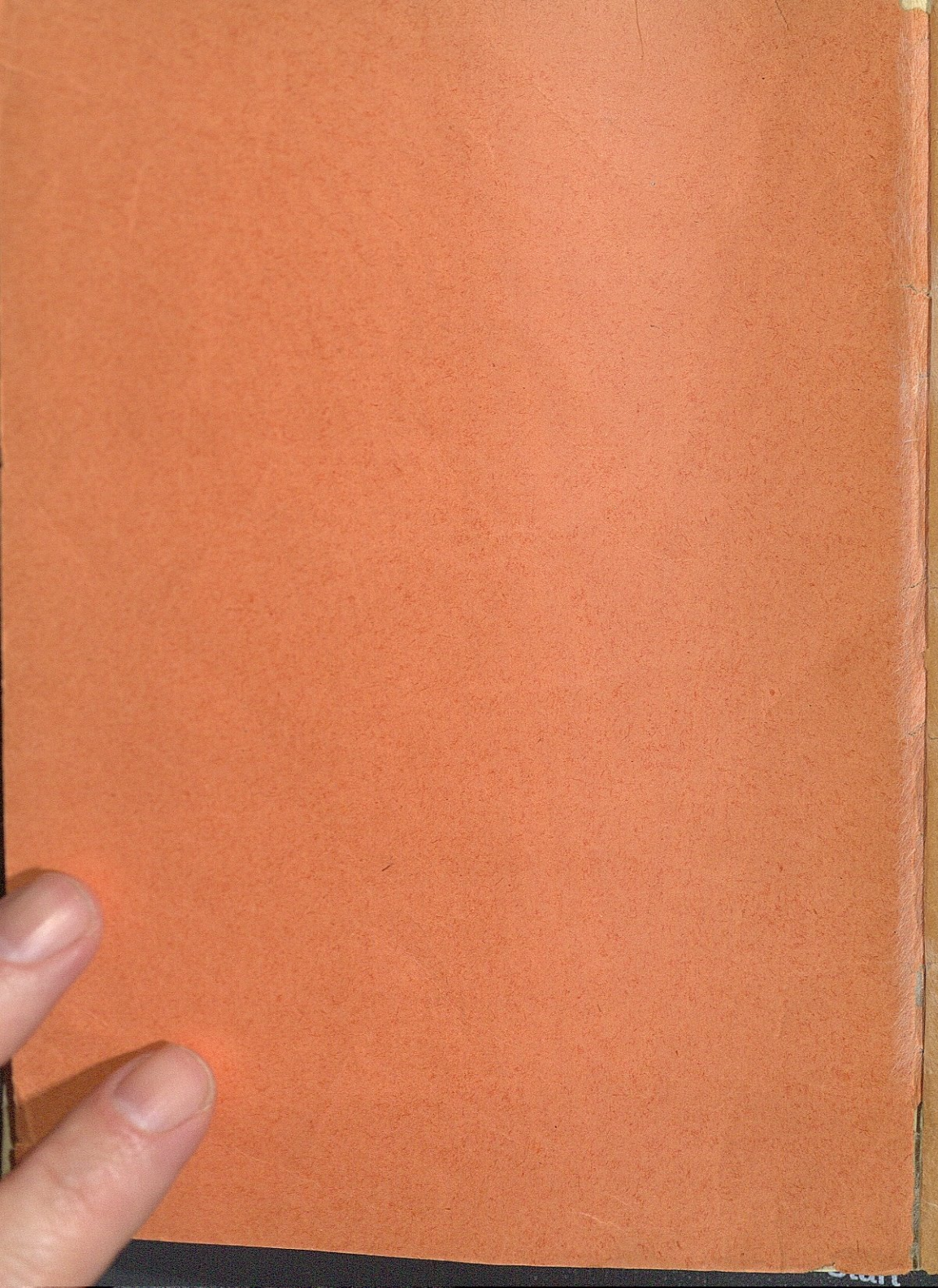
DT

574

451

C.2

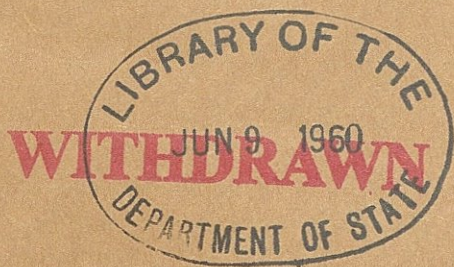
Édité par le Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C.



Union des populations du Cameroun

LA REVOLUTION KAMERUNAISE

SES OBJECTIFS, SA SIGNIFICATION ET SES
REPERCUSSIONS DANS LE CONTINENT AFRICAIN



Edité par le Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C.

RECEIVED

U.S. AIR FORCE

DT
574
.R48
1960

LUTTONS TOUS POUR L'INDEPENDANCE VERITABLE DU KAMERUN

INTRODUCTION

Une Déclaration Historique.

1. — Partout et toujours, le régime colonial signifie : pillage des ressources du peuple colonisé, étouffement de sa langue, de son histoire, de toute sa culture nationale, oppression politique, judiciaire et militaire de ses enfants, bref le régime colonial fait du colonisé un simple instrument au service du colonisateur. Mais tous les hommes veulent la liberté ; chacun entend jouir du fruit de son travail ; et personne n'aime être traité comme une bête. Voilà pourquoi dans tous les pays, le régime colonial se termine toujours par une lutte plus ou moins longue et plus ou moins sanglante entre le colonisateur et le colonisé. Les bénéficiaires de la colonisation entendent continuer à exploiter et à piller leurs victimes ; quant aux colonisés, ils aspirent de façon irrésistible à l'indépendance nationale.

2. — La proclamation de l'indépendance d'un pays est donc toujours le fruit de la lutte du peuple. C'est une conquête sans cesse menacée par les forces réactionnaires. Un peuple qui accède à l'indépendance, entend supprimer toute exploitation, travailler à l'épanouissement matériel et spirituel de ses enfants, et contribuer à enrichir la civilisation universelle. Par contre les impérialistes et les colonialistes cherchent par tous les moyens à perpétuer leur régime d'exploitation au profit d'une minorité. Voilà pourquoi il faut beaucoup veiller à ce que chaque pays

21.177 6/20/60

accède à l'indépendance sous la direction d'un gouvernement réellement représentatif et populaire. Si en effet, les hommes au pouvoir sont coupés de leur peuple, s'ils sont incompétents et malhonnêtes, ils vont nécessairement s'allier aux impérialistes et aux colonialistes pour confisquer l'indépendance conquise par le peuple, autrement dit pour remplacer la domination directe de l'étranger par une domination indirecte.

3. — Cette forme d'exploitation et de domination qui se réalise par des personnes interposées s'appelle le "néo-colonialisme". Le colonialisme sort par la porte de devant et rentre immédiatement par celle de derrière. Le néo-colonialisme revêt plusieurs formes. Tantôt sans proclamer l'indépendance, les colonialistes accordent des réformes mais très limitées du moins en pratique. C'est ainsi que le gouvernement britannique accorde actuellement l'autonomie interne à plusieurs territoires de l'Est-Africain, mais en obligeant les indigènes à partager le pouvoir avec une infime minorité de colons étrangers, qui par ailleurs contrôlent déjà tout l'appareil administratif, judiciaire et militaire, ainsi que les secteurs-clés de l'économie.

4. — Une autre forme de néo-colonialisme, c'est la prétendue Communauté franco-africaine: les impérialistes français continuent à exercer tous les attributs essentiels de la souveraineté sur la France et sur les peuples africains; mais ils changent le nom de leur empire et en plus ils accordent le titre et les traitements de ministres à quelques Noirs ou malgaches: ces petits changements créent l'illusion que les pays de la Communauté sont devenus égaux à la France alors qu'en fait et en droit, ils restent asservis...

5. — Mais ces formes de néo-colonialisme ne sont pas les plus dangereuses, car les impérialistes continuent à

detenir plusieurs ministères et services-clés tels que la Défense, la Diplomatie, l'Enseignement Supérieur etc... Les formes les plus dangereuses du néo-colonialisme sont celles qui s'exercent sur un Etat soi-disant indépendant, c'est-à-dire que, à un pays on reconnaît juridiquement tous les attributs de la souveraineté, mais à sa tête, les valets de l'étranger qui pour cette raison même continue à contrôler les secteurs-clés de l'économie, la diplomatie, l'Enseignement Supérieur, l'armée et les bases militaires, etc... Les impérialistes américains sont les chefs de file de cette forme de néo-colonialisme. Tout en luttant avec acharnement contre les vrais patriotes, ils s'efforcent de remplacer en Afrique et en Asie, les colonialistes européens.

6. — Mais pas plus que le colonialisme, le néo-colonialisme ne peut résister à la volonté des peuples de gérer eux-mêmes toutes leurs affaires, et dans leur propre intérêt. Un président des Etats-Unis d'Amérique, Abraham Lincoln a dit au siècle dernier : **“On peut tromper tout le peuple une partie du temps; on peut tromper une partie du peuple tout le temps, mais on ne peut tromper tout le peuple tout le temps”**. Voilà pourquoi les régimes néo-colonialistes finissent eux aussi par être renversés très souvent par la force armée....

7. — On comprend tout de suite que l'accession d'un pays à l'indépendance représente un tournant très important dans son histoire. Si cette indépendance est proclamée dans de bonnes conditions, elle libère immédiatement les forces créatrices du peuple. Le peuple, dès lors, peut immédiatement accélérer ses progrès dans tous les domaines : politique, culturel, militaire économique, social etc... Si par contre l'indépendance, fruit de la lutte du peuple, est confisquée par une poignée d'hommes impopulaires et à la solde de l'étranger, alors le peuple se voit obligé de consacrer encore une bonne partie de ses forces.. pour renverser le nouveau régime.

8. — C'est conscients de ces réalités que les hommes réellement soucieux de l'intérêt des peuples et de la paix du monde, se sont toujours préoccupés de réaliser les conditions les meilleures pour l'accession à l'indépendance. Il est donc tout-à-fait normal que les fondateurs des Nations-Unies aient inscrit dans la Charte, plusieurs dispositions allant dans ce sens.

Signalons notamment l'art. 76b qui exige que des élections libres, se déroulent sous contrôle de l'O.N.U. dans tout territoire sous tutelle **avant** son accession à l'indépendance. Il est aussi normal que dans chaque pays, les représentants de toutes sortes recherchent les solutions appropriées pour recouvrer la souveraineté nationale, pour en faire un instrument réellement efficace pour la libération totale du peuple....

9. — L'U.P.C., âme immortelle du vaillant peuple kamerunais, s'est comme toujours montrée à la hauteur de sa tâche: peu avant la proclamation de l'indépendance du Kamerun, le Bureau du Comité-Directeur de l'U.P.C. a publié une Déclaration Historique. Cette Déclaration, en effet, trace un programme qui doit permettre de faire du Kamerun un pays réellement indépendant uni, démocratique et prospère, un facteur décisif de l'indépendance et de l'unité africaines, comme aussi de la paix mondiale.

10. — C'est uniquement pour permettre à ce document de jouer pleinement son rôle révolutionnaire que l'U.P.C. a jugé utile de publier les commentaires qui suivent. Conformément à un principe cher à notre Organisation "Partir du Peuple pour retourner au Peuple" ces notes doivent essentiellement provoquer les suggestions éminemment constructives du peuple kamerunais que nous entendons continuer à servir par tous les moyens et sans la moindre défaillance...

11. — Les commentaires suivront de près le plan même de la Déclaration. Voilà pourquoi nous traiterons successivement les points suivants :

I. LA VAINES RECHERCHE D'UNE SOLUTION PACIFIQUE.

II. LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE KAMERUNAIS CONTRE LE NEO-COLONIALISME.

- A — Aspects du néo-colonialisme au Kamerun.
- B — Les caractères et ampleur de la lutte actuelle du peuple kamerunais.
- C — Conséquences de la guerre du Kamerun.
- D — Nécessité d'une lutte Révolutionnaire.

III. OBJECTIFS DE LA REVOLUTION KAMERUNNAISE.

- A — Politiques.
- B — Culturels
- C — Economiques
- D — Sociaux

IV. COMMENT HATER LA VICTOIRE FINALE DU PEUPLE KAMERUNNAIS.

I. LA VAINES RECHERCHE D'UNE SOLUTION PACIFIQUE

12. — Dans sa déclaration du 29 Décembre 1959, le Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C. se prononce pour une Révolution Totale destinée à réaliser l'indépendance véritable du Kamerun. On ne saurait comprendre une telle prise de position sans avoir présents à l'esprit tous les efforts déployés par le Mouvement de Libération Nationale pour une solution pacifique et démocratique du problème Kamérunais.

13. — Dès sa naissance, l'U.P.C. s'est assigné des objectifs strictement conformes à la Charte: l'unité et l'indépendance nationales. Pour atteindre ces justes objectifs, l'U.P.C. ne s'est pas contentée de mobiliser les masses; elle a sans cesse pratiqué une politique de main tendue à ses adversaires. C'est ainsi qu'en 1951, le Secrétaire Général Ruben Um Nyobe écrivait en substance dans "Les conditions Historiques de Libération des pays coloniaux": **"Nous avons toujours dit et répété que l'administration s'assurerait non seulement notre respect mais même notre coopération, à la seule condition que sa politique se conforme aux clauses de la Charte et du régime international de tutelle"**. Pour faciliter cette coopération et prouver notre bonne foi, l'U.P.C. multiplie les propositions concrètes manifestement conformes à la Charte. Ainsi en 1949, nous demandons seulement la fixation d'un délai pour l'accession à l'indépendance; à partir de 1953, nous luttons aussi pour l'organisation d'un référendum sur la Réunionification du Kamerun, etc...

14. — Les propositions de l'U.P.C. lui valent l'adhésion sans cesse accrue des masses populaires; par contre ces mêmes propositions lui attirent les foudres des puissances

ces coloniales: en particulier le gouvernement de Paris arrête et emprisonne arbitrairement militants et dirigeants de l'U.P.C., il essaie de les corrompre et même de les assassiner; parallèlement il favorise la floraison de mouvements hostiles au programme de l'U.P.C. et plus ou moins appuyés sur les colons et les partis politiques français.

15. — Parmi ces mouvements anti-kamerunais, signalons notamment le B.D.C. et l'U.S.C. Le B.D.C. ou Bloc Démocratique Camerunais est un groupement lancé par un colon, le Dr. Louis Paul Aujoulat, plusieurs fois ministre du gouvernement français. Son but avoué fut de tout temps d'intégrer le Kamerun dans "l'Union Française". Limité à quelques milieux catholiques et musulmans, il compta notamment dans ses rangs MM. André-Marie Mbida et M. Ahidjo. Quant à l'U.S.C., Union Sociale Camerounaise, elle se proclamait officiellement une section Kamerunaise du Parti Socialiste français. Parmi ses protagonistes, signalons MM. Paul Soppo Priso, Charles Okala et Charles Assalé, "Chefs d'Etat-major sans troupes" comme les qualifie le journal France-Observateur. En effet tous ces mouvements fantoches sont toujours demeurés fantômes.

16. — Aussi bien les impérialistes français se sont-ils acharnés uniquement contre l'U.P.C., seul mouvement représentatif et anti-colonialiste. En 1955, ils décident de le noyer dans le sang. D'où les massacres de Mai et Juin qui ont causé plus de 5.000 victimes. Après avoir permis que ses agents locaux se livrent à des atrocités sans précédent dans l'histoire du continent noir, le gouvernement français procéda à la dissolution de l'U.P.C., avec l'appui de plusieurs leaders africains tels que M. F. Houphouët-Boigny, président du R.D.A.

17. — Sur quoi repose le décret du 13 Juillet 1955 portant dissolution de l'U.P.C.? Sur une loi du 10 Janvier

1936 qui en vertu même de son article 4, est applicable uniquement en France et dans les colonies françaises. L'extension de cette loi au Territoire sous tutelle du Kamerun est donc un acte absolument arbitraire. Il a été condamné comme tel par de nombreuses personnalités officielles, sans parler des organisations populaires. Ainsi le 12 Juillet 1955, le Représentant de la France au Conseil de Tutelle, M. Doise, eut cette déclaration qui condamnait d'avance et à l'insu de l'auteur le décret du 13 Juillet 1955 : "L'autorité administrante n'a pas le droit de dissoudre un parti politique". Toujours au conseil de Tutelle, le représentant de l'Indé M. Jaïpal devait début de 1956, stigmatiser la dissolution de l'U.P.C. comme un acte absolument injuste, comme une décision prise sans accusations valables, par les autorités administratives au lieu d'une Commission de Magistrats s'appuyant sur une enquête approfondie, etc...

18. — Bien qu'accablée d'une lourde injustice, l'U.P.C. continua sans répit ses efforts pour une solution pacifique et démocratique du problème kamerunais. Naturellement, ses dirigeants et militants pourchassés nuit et jour, durent se réfugier dans les forêts et les montagnes ou bien en exil. Mais de là, ils ne cessèrent d'inonder les autorités de propositions concrètes extrêmement réalistes. C'est ainsi qu'en 1957, le Secrétaire Général de l'U.P.C. proposait un programme de Réconciliation d'une part entre les Kamerunais eux-mêmes, d'autre part entre le peuple Kamerunais et le gouvernement français. Nous devons souligner avec force que les propositions de l'U.P.C. formulées par son Secrétaire Général tendaient uniquement à liquider le colonialisme au Kamerun, immédiatement et complètement. Ces propositions, les voici :

- 1) Amnistie totale et inconditionnelle des faits à caractère politique condamnés ou poursuivis dequils 1955.

2) Mesures politiques :

- a) liquidation du vide politique par la rétablissement de l'U.P.C. et de ses alliées.
- b) reconnaissance de l'Indépendance et de la Souveraineté du Kamerun.

3) Amnistie morale par laquelle le peuple Kamerunais amnistierait la France.

19. — A ces propositions concrètes et constructives, les autorités répondirent par l'intensification de la répression : suppression des bourses des étudiants, révocation des fonctionnaires et des salariés, destruction et incendie des villages et des champs, détentions massives et arbitraires dans des camps de concentration et des prisons-cercueils. En Juillet 1958, on signalait officiellement 50.000 prisonniers politiques ! Deux mois après, en Septembre 1958, le monde entier apprenait avec stupéfaction l'odieux assassinat du Secrétaire Général de l'U.P.C. Telle est la réponse aux propositions de Um pour l'instauration d'une réelle et solide amitié franco-kamerunaise ! Alors que les prisonniers de guerre ont aujourd'hui droit à la vie sauve, le grand combattant pour la liberté africaine a été lâchement assassiné par ceux-là-même qui se vantent d'avoir enseigné au monde l'idéal de Liberté !

20. — Malgré ce coup dur, l'U.P.C. continue sa politique de main tendue à l'égard de ses adversaires. Ainsi en Janvier 1959, le Bureau du Comité-Directeur signe avec le Parti des Démocrates représenté par M. André-Marie Mbida un Communiqué conjoint où les deux organisations s'engagent à tout mettre en oeuvre pour une solution pacifique et démocratique de la crise kamerunaise. Quand on sait que le Mouvement de M. Mbida est simplement une organisation régionale à audience très limitée, quand on sait que M. Mbida lui-même, en tant que membre du

B.D.C (voir No. 15 ci-dessus) a lutté sans répit contre la Réunification et l'Indépendance, quand on sait qu'en sa qualité de "Premier Ministre du Premier gouvernement de l'Etat sous tutelle" du Kamerun, M. Mbida a été le protagoniste d'une lutte armée à outrance contre l'U.P.C. réduite à la clandestinité, on ne peut que reconnaître et admirer la sincérité des dirigeants du mouvement national: en acceptant l'unité d'action même avec le groupe de M. Mbida, ils ont péremptoirement prouvé une fois de plus, leur ferme volonté de lutter pour la libération pacifique du Kamerun, en coopération avec **tout homme** décidé à travailler dans le même sens...

21. — C'est encore cette ferme volonté que l'U.P.C. a manifestée une fois de plus à l'occasion de la session spéciale que les Nations-Unies ont en Février 1959 consacrée au problème kamerunais. Nous avons réitéré nos propositions pour:

- 1) le retrait immédiat des troupes françaises.
- 2) une amnistie totale et inconditionnelle des faits à caractère politique poursuivis ou condamnés depuis 1955.
- 3) le rétablissement des libertés publiques et plus particulièrement des organisations dissoutes: U.P.C., UDEFEC (Union démocratique des Femmes Camerounaises) J.D.C. (Jeunesse Démocratique du Cameroun).
- 4) Organisation d'élections absolument démocratiques sous la conduite et le contrôle d'une Commission de P.O.N.U.

22. — Après ce que nous avons dit au No. 8, nous n'avons plus besoin de montrer que l'acceptation de ce programme s'imposait pour permettre au Kamerun d'accéder

à l'indépendance dans de bonnes conditions : unité nationale sous la direction d'un gouvernement réellement représentatif et populaire. Ce sont ces conditions que les Nations Unies ont fait prévaloir dans les territoires sous tutelle du Togo et de Somalie dite italienne. Une telle procédure est tellement normale que les colonialistes anglais ont accepté de l'appliquer même dans des colonies telle que la Malaisie, le Soudan, le Ghana et la Nigéria.

23. — Mais au Kamerun, les impérialistes franco-américains se sont vigoureusement opposés à ce que l'O.N.U. organise des élections démocratiques avant l'indépendance. Pourquoi cette anomalie ? Pourquoi cette violation flagrante de la Charte de l'O.N.U. ?

Apparemment, parce que les dirigeants de l'Occident considèrent le gouvernement de M. Ahidjo comme pleinement représentatif et décidé à instaurer une réelle démocratie. Mais ce ne sont là que des prétextes. En effet chacun sait que les hommes actuellement au pouvoir à Yaoundé.

- 1) ont toujours lutté contre l'Indépendance, ce qui naturellement les a rendus très impopulaires.
- 2) ont été installés à leurs postes et sont maintenus par l'armée française — c'est en effet cette armée qui a contrôlé la parodie électorale du 23 Décembre 1956 dont est issue l'Assemblée actuelle.

24. — Dans leurs journaux tels que "**Le Monde**" du 22 Décembre 1956, "**L'Aurore**" et "**Le Figaro**" des 23 et 24 Décembre, le "**West Africa**" du 5 Janvier 1957, les colonialistes eux-mêmes avouent qu'ils ont suscité des candidatures officielles pour lutter contre le boycott ordonné par l'U.P.C., que leurs parachutistes ont fait voter même des mineurs et des morts, que les abstentions ont dépassé 55 % de la population, etc..

25. — Quand même les élections auraient été démocratiques, il est clair qu'elles sont aujourd'hui trop lointaines, pour qu'on puisse les considérer encore comme valables... Bref, inutile de nous étendre sur la représentativité du gouvernement fantoche de Yaoundé. Son impopularité ressort nettement du fait que depuis 1955, les maquis de l'U.P.C. ne cessent de se développer ainsi que nous le verrons bientôt...

26. — Pourquoi donc les impérialistes se sont-ils opposés à des élections libres au Kamerun avant la proclamation de l'Indépendance le 1er Janvier 1960? Parce que d'après eux-mêmes, l'U.P.C. représente plus de 85% de la population: des élections démocratiques lui assureraient un triomphe absolument certain. Or comme chacun le sait, l'U.P.C. est fermement résolue d'accélérer l'élévation du niveau de vie matériel et culturel du peuple kamerunais. Comme chacun le sait aussi, les impérialistes veulent à tout prix continuer à dominer et à exploiter ce peuple.

27. — Les convoitises des impérialistes à l'égard du Kamerun grandissent même chaque jour. Ils ont par exemple perdu le contrôle sur le riche pays de la République de Guinée. Par contre, ils ne cessent de découvrir de nouvelles richesses au Kamerun: en plus des ressources forestières et pastorales, agricoles, énergétiques (pétrole, charbon, chutes d'eau et minières — or, fer, cuivre, manganèse, uranium, etc.) que nous connaissons déjà, ils viennent de signaler au Sud-Est de Ngaoundéré un gisement de bauxite dont les réserves minima sont estimées à 2 milliards de tonnes, soit le gisement le plus considérable actuellement connu dans la sphère capitaliste.

28. — En plus de ses ressources propres, le Kamerun offre aussi au Tchad, à l'Oubangui, au Nord-Gabon, leur voie de communication la meilleure avec l'extérieur. La

position de zone-charnière entre ce qu'on appelait l'Afrique Occidentale française et l'Afrique Equatoriale française réhausse d'un intérêt stratégique tous ses avantages économiques, d'autant plus que les stratèges de l'OTAN considèrent la région du golfe de Guinée comme une zone indispensable à leurs armées au cas d'une nouvelle guerre mondiale...

29. — Indépendamment même des intérêts directs que les impérialistes possèdent déjà au Kamerun, toutes ces raisons n'expliquent-elles pas leur opposition, les dirigeants américains assument une responsabilité toute spéciale: membres des missions de l'O.N.U., qui ont visité le Kamerun, ils ont toujours veillé à ce que le Rapport des Commissaires taise et falsifie la vérité sur la situation au pays et sur la force du mouvement national. **Ils ont toujours voté contre l'U.P.C.** Sans eux, les impérialistes français n'auraient jamais pu réussir dans le cadre de l'O.N.U. C'est donc grâce aux dirigeants américains que la majorité des délégués aux Nations-Unies se sont, le 13 Mars 1959, résignés à voter pour la proposition du gouvernement français: proclamation de l'Indépendance du Kamerun le 1er Janvier 1960, sans rétablissement préalable d'une vie politique normale grâce à des élections absolument démocratiques...

30. — Dequies cette décision qui termina à jamais l'histoire des Nations Unies, l'U.P.C. a tenté un suprême effort pour aboutir quand même à une solution pacifique et démocratique du problème kamerunais. En Août 1959, les Etats Indépendants d'Afrique ont tenu une importante conférence à Monrovia, capitale du Libéria — Concernant le problème kamerunais, ils ont proposé leurs bons offices et une conférence de la Table Ronde réunissant toutes les parties en présence. Non seulement l'U.P.C. a accepté ces propositions, mais encore elle a suggéré que la conférence s'ouvre immédiatement à Mon-

rovia sous l'égide même du Président Tubman et sur la base naturellement d'un programme pouvant permettre l'indépendance et l'unité africaines... M. Ahidjo, lui, s'est permis de repousser brutalement toute proposition, en prétendant que "le bureau du Premier Ministre à Yaoundé est constamment ouvert à chaque Kamerunais".

31. — Certaines personnes qui se réclament pourtant d'un anti-colonialisme militant, ont osé considérer ces propos de M. Ahidjo comme un appel à la négociation, à la Réconciliation nationale. Cette interprétation est évidemment fautive. Qui peut en effet demander sincèrement à un homme, à une organisation d'aller sans armes négocier avec un adversaire installé au milieu des canons, des tanks et des chars ennemis? **Le retrait des troupes étrangères constitue de toute évidence la condition première du rétablissement d'une vie politique normale au Kamerun. On ne saurait sincèrement demander à l'U.P.C. de déposer les armes au préalable.** Car le peuple kamerunais se trouve en état de légitime défense contre des agresseurs étrangers: les impérialistes franco-américains.

32. K. Le rétablissement d'une vie politique normale exige en plus l'abrogation des lois et décrets fascistes ainsi que l'amnistie totale et inconditionnelle. En effet, non seulement M. Ahidjo maintient l'U.P.C. hors la loi, mais encore, son gouvernement fantoche a adopté des lois extrêmement fascistes: suppression de toutes organisations et publications hostiles au régime; institution du couvre-feu et de l'état d'alerte dans plus de la moitié du pays; création de cours criminelles spéciales qui condamnent à mort sans permettre à l'accusé de se défendre ou d'interjeter appel, etc...

33. — Puisqu'il s'agit de négocier ou de se réconcilier avec des organisations il est clair que ces organisations doivent d'abord être rétablies: sans cela leurs mandataires

seraient immédiatement arrêtés et emprisonnés pour "reconstitution de ligues dissoutes". De même, leurs militants doivent être tous amnistiés, sans quoi ils se verront également **emprisonnés ou même exécutés**.

34. — Qui peut prendre toutes ces mesures nécessaires au rétablissement d'une vie politique normale au Kamerun, est-ce l'U.P.C. ou bien le "gouvernement"? C'est évidemment le "gouvernement". Les dirigeants et militants de l'U.P.C. ont été **contre leur gré** réduits à la clandestinité, condamnés, exilés ou déportés... Par ailleurs, l'U.P.C. est irréductiblement hostile à la présence des bases et de troupes étrangères en terre africaine.

35. — Voici les raisons de cette opposition: d'abord, les bases étrangères constituent une menace permanente à la liberté des peuples: elles sont ou elles peuvent être utilisées contre le peuple du pays où elles sont installées et même contre les autres peuples, exemples typiques: les troupes françaises stationnées en Tunisie et opérant soit contre les villages tunisiens tels que Sakiet Sidi Youssef, soit contre le peuple frère d'Algérie. Inutile de souligner que les bases françaises au Kamerun sont utilisées aujourd'hui contre le peuple kamerunais et demain contre nos frères du Tchad, de la République Centrafricaine, etc....

36. — Ensuite les bases et accords militaires entraînent la course aux armements: chaque pays pour assurer sa défense, se voit obligé de consacrer à des dépenses militaires une partie importante de ses ressources. Par ailleurs, la course aux armements menace dangereusement la paix. Or pour rattraper leur retard économique les pays africains en particulier, ont besoin de la paix et des ressources que peut libérer la fin de la course aux armements.

Un gouvernement africain soucieux du bien-être des masses populaires, doit donc lutter comme l'U.P.C. pour le désarmement immédiat, général et complet.

37. — Retrait des troupes étrangères, amnistie totale et inconditionnelle, rétablissement de toutes les libertés publiques et plus spécialement des organisations dissoutes, telles sont les conditions préalables à la restauration d'une vie normale au Kamerun, et que seul le "gouvernement" peut réaliser.

Le "gouvernement" de Yaoundé doit même réaliser ces conditions non seulement pour montrer qu'il veut le bien-être de tous, mais encore pour prouver qu'il est réellement indépendant. En effet, maintenir la dissolution de l'U.P.C., alors que cette dissolution était décidée par des autorités coloniales d'ailleurs incompétentes, c'est prouver que le Kamerun reste encore colonisé malgré la proclamation de l'indépendance. De même, recourir à des troupes étrangères pour protéger un gouvernement contre son propre peuple, c'est prouver que ce gouvernement est impopulaire et que son existence même dépend de l'extérieur. C'est bien ce qu'avoue le journal allemand **Die Welt** quand il écrit : "**M. Ahidjo appuie son autorité sur les baïonnettes étrangères**".

38. — Tous ces arguments sont parfaitement connus des "gouvernants" de Yaoundé. S'ils n'en tiennent pas compte, c'est uniquement parce qu'ils sont partisans d'un néo-colonialisme. Pour pouvoir s'enrichir, les fantoches de Yaoundé acceptent que les colonialistes continuent à exploiter notre peuple; ils acceptent que les impérialistes américains continuent à massacrer nos enfants, nos femmes, nos parents et amis. Cette agression impérialiste ne pouvait que renforcer la détermination du peuple kamerunais à se libérer par tous les moyens, y compris la lutte armée. Car un peuple opprimé qui n'apprend pas à manier les armes, un peuple opprimé qui ne se décide pas à prendre les armes, est un peuple digne de l'esclavage.

II. LA LUTTE HEROIQUE DU PEUPLE KAMERUNAIS CONTRE LE NEO-COLONIALISME

A. — Quelques aspects du néo-colonialisme au Kamerun.

39. — Les caractéristiques du néo-colonialisme tel que nous l'avons défini au paragraphe 5, apparaissent très clairement au Kamerun. D'abord, les "dirigeants" ne sont pas représentatifs. Nous l'avons déjà vu. Et tout le monde le sait, puisque même l'**Observer** londonien écrit : "Le gouvernement auquel les Français transfèrent le pouvoir, comprend des éléments conservateurs, dont la plupart s'opposèrent vigoureusement à l'indépendance par le passé".

40. — L'infime minorité qui ne s'est pas opposée à l'indépendance par le passé comprend essentiellement une poignée de traîtres groupés autour de M. Mayi Matip.

La trahison de M. Mayi Matip est aujourd'hui claire pour tous; aussi n'y insisterons-nous pas. Rappelons simplement que Mayi Matip n'a jamais été élu Dirigeant de l'U.P.C. C'était un simple fonctionnaire administratif nommé donc révocable par le Bureau du Comité-Directeur de l'U.P.C. En se ralliant aux autorités françaises, il a commis une indiscipline très grave: dans toute armée, c'est le Haut Commandement qui a le pouvoir d'ordonner le repli, la reddition, etc... Or Mayi Matip n'a même pas consulté la Direction de l'U.P.C. seule compétente pour ordonner de déposer les armes.

41. — Comment Mayi Matip pouvait-il se soumettre à la Direction, alors qu'il entend se substituer à elle? Après avoir trempé ses mains dans le sang de notre Secrétaire Général, il se donne aujourd'hui le titre de Mpodol (UM NYOBE) No. 2.

Pour accéder au pouvoir, Matip recourt à tous les moyens, même les plus manifestement préjudiciables à l'unité nationale: Mayi Matip prêche ouvertement le tribalisme, pourtant condamné depuis longtemps par l'U.P.C. et plus spécialement par ce UM NYOBE dont il se réclame.

42. — Un opportuniste, un renégat aussi assoiffé du pouvoir personnel, est naturellement un collaborateur étroit de ceux qui assassinent notre peuple. Bien que l'U.P.C. ait toujours condamné les élections partielles comme moyen de résoudre la crise kamerunaise, bien que M. Matip lui aussi les ait condamnées aux Nations-Unies, il a pourtant participé à celles d'Avril 1959. Toutes les organisations et publications hostiles au régime ont été sévèrement interdites; mais Mayi Matip, lui, a pu lancer un "parti" et un journal. Ce dernier est même imprimé par les soins des colons les plus réactionnaires du Kamerun (imprimerie Coulouma).

43. — Mayi Matip et ses complices ont depuis longtemps condamné la violence, alors que le peuple la considère comme la seule voie de la libération réelle et totale...

Ces quelques faits montrent clairement que ce n'est pas uniquement la lutte d'influence qui dévore Mayi Matip: il est devenu un agent conscient de l'impérialisme auquel il voudrait sacrifier le peuple kamerunais. Mais notre peuple est décidé à se libérer immédiatement même des néo-colonialistes kamerunais.

44. — Voilà pourquoi le maquis a repris avec vigueur jusque dans cette Sanaga-Maritime que l'on prétendait être le fief de Mayi Matip. En effet depuis le 7 janvier 1960 l'Armée de Libération Nationale a attaqué et saccagé la mission et l'hôpital catholiques de Ngambé, les missions de Boumnyebel, de Logbikoy etc... Depuis cette date, le

drapeau national de l'U.P.C., crabe noir sur fond rouge, flotte sur Ngambè et bien d'autres localités d'où notre Armée a chassé les forces dites de pacification.

Ces exploits achèvent de montrer que l'Assemblée et le "gouvernement" qui ont proclamé "l'indépendance" sont coupés du peuple: ce sont de simples instruments de l'oppression et de la domination impérialistes.

45. — Le néo-colonialisme ressort encore très nettement dans le fait que les impérialistes français, ont, avant l'indépendance, imposé au "gouvernement" kamerunais des accords asservissants. On sait que tout contrat entre un esclave et son maître est nul et de nul effet. De même les contrats entre les mineurs et leurs tuteurs. C'est précisément pour arracher des avantages sans contre-partie que certains tiennent à passer des contrats avec des mineurs. Voilà ce qu'a fait le gouvernement français en imposant à Ahidjo les accords du 25 Décembre 1959.

46. — En vertu de ces accords, l'Enseignement Supérieur reste sous contrôle français. La France assure d'office la représentation diplomatique du Kamerun dans presque tous les pays, etc....

47. — Sur le plan économique, rappelons avec le journal parisien "**C'est-à-dire**" No. du 22 Mai 1959, que le Kamerun est lié à la France par des accords financiers valables jusqu'en 1985. La pression populaire et l'opinion publique mondiale empêchant l'intégration directe de notre pays dans la "Communauté franco-africaine", les impérialistes français ont tourné la difficulté, en incluant le Kamerun dans le Marché Commun Européen. On sait que l'association des pays africains à cette institution est vigoureusement condamnée et par les Etats Indépendants d'Afrique et par les Nations-Unies elles mêmes.

48. — Seuls les partisans du néo-colonialisme prétendent que le Marché Commun va profiter aux pays africains.

Ils disent par exemple que les producteurs de nos pays pourront vendre leurs produits à des meilleurs prix aux pays de la Communauté Economique Européenne. Ce n'est pas vrai. D'abord parce que le Traité du Marché Commun prévoit que beaucoup de produits très importants pour nous doivent continuer à se vendre comme auparavant sans aucun avantage pour les producteurs. Parmi ces produits citons le cacao et les oléagineux. Comme chacun sait, le cacao fait vivre directement près de 500.000 kamerunais à qui il fournit au moins 75% de leurs revenus; du cacao proviennent 50% des exportations totales et 33% du budget de l'Etat. De leur côté, les oléagineux (arachides, palmistes et huiles de palme etc..) fournissent environ 12% des exportations totales. Or les producteurs de cacao et d'oléagineux ne tireront aucun avantage du Marché Commun...

49. — Pour d'autres produits, les pays européens du Marché Commun se sont engagés à accorder quelques avantages aux producteurs africains. Mais ce n'est là qu'une promesse trompeuse. Car ces mêmes pays continuent à se ravitailler en dehors de l'Afrique. Ainsi l'Allemagne Occidentale consomme 300.000 tonnes de bananes dont seulement 1000 proviennent de ce qu'on appelle les Territoires d'Outre-Mer. Or le Kamerun à lui tout seul produit 85.000 tonnes de bananes: quels avantages les producteurs africains de bananes peuvent-ils tirer de leur commerce avec l'Allemagne de l'Ouest?

50. — D'ailleurs, chacun sait que les producteurs ne touchent qu'une part très faible du prix de leurs produits. Ainsi quand le kilogramme en France est à 100 francs les producteurs africains de café touchent seulement 65 francs, ceux des palmistes, 44 francs et ceux de cacao 40 francs. Ainsi donc même si les pays européens du Marché Commun achètent un peu plus de notre café, de notre cacao, de nos bananes, etc..., les planteurs africains n'en profite-

nont pas du tout sous les gouvernements néo-colonialistes comme celui de Yaoundé.

51. — Par contre nos paysans, nos ouvriers et tous les travailleurs en général continueront à payer très cher les produits venant du Marché Commun et plus spécialement de France. Les dirigeants français eux-mêmes avouent que du fait de nos échanges avec leurs capitalistes, nous leur donnons gratuitement au moins 3% de nos revenus, parce que de force nous leur vendons bon marché nos produits, alors que nous achetons les leurs à des cours nettement supérieurs aux cours mondiaux.

52. — Or un gouvernement néo-colonialiste comme celui du Kamerun est incapable de promouvoir des échanges commerciaux réellement et pleinement profitables à tous les travailleurs: d'abord sa politique économique extérieure continue à être élaborée par les étrangers; ensuite parce qu'il a besoin de l'argent des monopoles étrangers pour financer les Tribunaux, l'Armée, la police, etc... dont il se sert pour lutter contre les patriotes. M. Ahidjo en particulier se trouve dans cette position, car pour un budget de 11 milliards, il lui manque 6 milliards!!

53. — Les néo-colonialistes et leurs agents prétendent parfois que l'association au Marché Commun va favoriser l'industrialisation de nos pays. C'est là encore un gros mensonge. D'abord les sommes prévues par le Marché Commun pour l'industrialisation de l'Afrique, sont minimes: environ 200 milliards pour tous les Territoires d'Outre-Mer alors que pour la même période, les "seuls TOM français" y compris l'Algérie, ont besoin de 155 milliards, **uniquement pour maintenir la grande différence qui existe actuellement entre le niveau de vie français et celui des Africains.**

54. — Le comble, c'est que l'affectation de ces maigres sommes est décidée non par les autorités de nos pays mais

par une **Commission Européenne qui finance les projets de son choix**. Or chacun sait que les capitalistes étrangers sont irréductiblement hostiles à l'industrialisation des pays sous développés: depuis un siècle qu'ils sont en Afrique, aucun pays africain ne peut encore fabriquer les tracteurs et autres machines dont nos travailleurs ont besoin. L'aluminium fabriqué à Edéa, par exemple, ne peut même pas être transformé sur place en tôles, en ustensiles de cuisine, etc... Il faut qu'on aille le transformer en Europe pour revenir le vendre plus cher aux Africains.

55. — Enfin cet exemple nous montre que sous un gouvernement néo-colonialiste, aucun pays ne peut s'industrialiser, car il reste toujours inondé par les produits manufacturés provenant de l'extérieur. En raison du Marché Commun, M. Ahidjo et ses complices ne peuvent pas prélever sur les produits "européens", des droits de douane supérieurs à ceux qu'ils prélèvent sur les produits français. Or nous avons déjà vu que nous perdons beaucoup dans nos échanges avec les capitalistes français. (cf: paragraphe 51 ci-dessus).

56. — En conclusion, il faut reconnaître que l'association au Marché Commun Européen n'apportera rien de bon à nos ouvriers, à nos paysans, à nos commerçants et d'une façon générale à tous nos travailleurs. Au contraire, cette association va permettre à d'autres impérialistes de se joindre aux impérialistes français pour nous dominer et nous exploiter de plus belle. Nous le voyons déjà clairement dans le fait que les impérialistes allemands ont décidé de financer l'aménagement du port de Douala et la prolongation du chemin de fer de Yaoundé jusqu'au Nord. Pourquoi on-ils choisi ces projets? C'est uniquement parce l'exécution de ces projets facilite et intensifie:

- 1) l'évacuation de nos richesses vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

2) la circulation des marchandises étrangères à travers le Kamerun et l'Afrique Equatoriale.

3) les déplacements des troupes nécessaires aux impérialistes pour massacrer les patriotes.

57. — En effet, il n'est un secret pour personne que le gouvernement néo-colonialiste de Yaoundé est lié à la France par des accords militaires. A propos des Conventions du 25 Décembre 1959 entre M. Ahidjo et le gouvernement français. "Le Monde" du 27 Décembre 1959 s'exprime en ces termes "enfin et sans doute est-ce en ce domaine que se situe l'essentiel des accords des dispositions militaires sont prises, elles concernent des conditions de stationnement de troupes françaises sur le territoire camerounais. Elles pourraient également prévoir un éventuel droit de passage pour les troupes de la Commandauté, disposition importante, si l'on considère la position stratégique du Kamerun, véritable zone charnière entre l'ancienne A.O.F. et l'ancienne A.E.F."

58. — "Le Figaro" du 22 Janvier courant nous apprend que M. Ahidjo vient de confirmer qu'il a adressé une demande officielle d'aide militaire à la France. Rendant compte à ses lecteurs de cette décision M. Philippe Noury écrit: M. Ahidjo, premier Ministre du Kamerun, a confirmé hier à l'envoyé spécial du New York Times à Yaoundé qu'il avait effectué une demande officielle d'aide militaire à la France pour rétablir l'ordre dans les départements troublés... L'aggravation de la situation, a-t-il précisé, nécessite une action immédiate et les effectifs réclamés pourraient être de l'ordre de deux bataillons au complet".

59. — Le même journal dans son No. du 12 Janvier courant, signalait déjà que plusieurs avions en provenance de Pointe-Noire, de Bangui, de Brazzaville ont débarqué des troupes à Douala. A cette source quasi-officielle s'en

ajoutent bien d'autres attestant que malgré la proclamation de l'indépendance, les effectifs de l'armée Française ne cessent de s'accroître au Kamerun. Les troupes viennent d'être placées sous le commandement du général Briand officier des forces de l'O.T.A.N., tristement célèbre par ses génocides en Algérie. C'est le **Figaro** du 22 Janvier 1960 qui nous le dit encore: "Ainsi se trouvent vérifiées les informations dont nous avons fait état au début de ce mois de Janvier, dès le moment où le général Briand fut installé à un poste de commandement militaire important à Yaoundé et M. Djcumessi à celui de Ministre délégué du gouvernement kamerounais à Dschang. Ces affectations avaient eu lieu après la visite de M. Ahidjo à Paris et la mission d'information réalisée en pays Bamiléké par une personnalité militaire attachée au Cabinet du général de Gaulle".

60. — Ainsi donc dans tous les domaines, il apparaît clairement que derrière quelques fantoches, ce sont en réalité les impérialistes français et autres qui continuent à gouverner un Kamerun pourtant reconnu indépendant. Certains se permettent de penser que cette situation est essentiellement transitoire. M. Ahidjo lui-même a pris la peine de détromper ces "optimistes", quand il a déclaré au journal "**Le Monde**": Je suis persuadé qu'après les élections d'Avril prochain, si tout se passe bien, le Cameroun nouera des relations encore plus étroites avec la France"!!

61. — Pour resserrer les chaînes autour du vaillant peuple Kamerunais, M. Ahidjo et ses complices sont naturellement décidés à employer tous les moyens appropriés. Ainsi le projet de constitution que ses maîtres ont rédigé pour notre pays, exclut de la vie publique, tous ceux qui ont jamais été condamnés à la prison pour des raisons politiques, sous le régime colonial. Or, au moins 10.000 patriotes continuent à gémir dans les prisons —

cercueils du Kamerun; 15,000 autres sont réfugiés à l'extérieur; et les mouvements qui ont conduit la lutte héroïque du peuple, toujours dissous en vertu d'une loi applicable uniquement dans les colonies françaises. Quant aux élections elles-mêmes, voici ce qu'en dit un journal parisien: **Tribune des Nations** écrit dans son numéro du 1er Janvier 1960: "En fait, les prochaines élections générales seront organisées dans le cadre de la nouvelle indépendance; elles seront préparées de concert par l'administration française et le gouvernement. Ce qui laisse à penser que leurs résultats causeront peu de surprise. Quelques observateurs n'hésitent pas à voir dans ces élections un aspect de l'espèce de troc qui se ferait entre les gouvernements français et camerounais: le premier prêtant sa force matérielle pour maintenir le pouvoir chancelant du second; celui-ci fournissant une caution morale et diplomatique aux entreprises locales de celui-là".

62. — Face à un néo-colonialisme aussi affiché et aussi agressif, comment un peuple pourrait-il rester les bras croisés? Le fait que les impérialistes continuent à nous dominer et à nous exploiter, malgré la proclamation de l'indépendance, le fait qu'ils osent même nous déclarer ouvertement la guerre, déterminent fondamentalement les caractères et les objectifs de la lutte actuelle du peuple Kamerunais. Cette lutte est et doit être une guerre révolutionnaire de libération nationale.

B. Les caractères de la lutte actuelle du peuple Kamerunais.

63. — La lutte du peuple kamerunais pour l'indépendance véritable et l'unité nationale est absolument juste. Nul ne peut le nier. En effet, les conférences des peuples et gouvernement afro-asiatiques réunies à Bandoeng, au Caire, à Accra, à Monrovia et à Tunis, considèrent le co-

lonialisme et le néo-colonialisme comme un mal auquel il faut rapidement mettre fin; La charte même des Nations-Unies reconnaît clairement le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, à se défendre contre toute agression. Et le Préambule de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme proclame la nécessité de résister à l'oppression... Or la Charte et la Déclaration Universelle ont été signées même par les impérialistes. Ces derniers plaident donc coupables dans leur agression contre le peuple kamerunais.

64. — Après tous leurs vains efforts pour une solution pacifique et démocratique, les patriotes du Kamerun, se sont trouvés acculés à une lutte armée. Qu'une véritable guerre de reconquête coloniale se déroule aujourd'hui dans ce pays, c'est ce que nous ont déjà révélé la nomination du général Briand à Yaoundé pour diriger des renforts croissants de troupes françaises.

65. — De nombreux observateurs, français ou non, attestent aussi l'intensification de cette guerre, à l'avantage d'ailleurs de l'Armée de Libération Nationale dirigée par l'U.P.C. Qu'on nous permette ici de citer plusieurs de ces témoignages:

Le Journal *Die Welt* dit dans son article déjà cité: "Au Nord-Ouest du Pays, dans la région Bamiléké, des villages brûlent, aucun agent de police ne s'aventure plus sur la rue, l'armée ne se déplace qu'en colonnes fortement armées". De son côté le *Figaro* du 11 Janvier précise: "Dechang Chef-lieu du Pays Bamiléké, aujourd'hui en rébellion ouverte, se trouve pratiquement encerclé par les bandes de maquisards de l'U.P.C. Les routes sont coupées presque tous les jours et il est impossible — sauf à y risquer l'embuscade certains — de s'y aventurer sans escorte militaire. Or le malheur veut que ce maquis Bamiléké contrôle la presque totalité d'une population de 500.000 habitants. En occupant une route sur une longueur de

20 km, dimanche dernier les rebelles ont fait la preuve qu'ils pouvaient mobiliser pour ce travail 100.000 personnes en une seule nuit". Tout en confirmant ces nouvelles, d'autres journaux colonialistes tels que "Combat", "Le Monde", "West Africa" signalent l'extension irrésistible des maquis dans toute la partie du Pays qui englobe environ les 2/3 de la population et fournit les 85% des exportations totales.

Il suffit de lire la presse relatant les fêtes de l'Indépendance du Kamerun pour se rendre davantage compte de la force de notre Mouvement de Libération Nationale et de son audience dans les masses.

66. — "Le Croix" écrit dans son numéro du 4 Janvier 1960 les lignes suivantes: "Situation confuse au Cameroun où les fêtes de l'indépendance ont commencé vendredi dans un climat fait à la fois de tension et de mélancolie. Au cours de la nuit de jeudi à vendredi, qui aurait dû être une nuit de fête, les rues de la ville de Douala où patrouillaient des gendarmes casqués, ont été presque désertes. C'est contrairement à ce qui était prévu, dans l'intimité que le drapeau français a été symboliquement amené au Palais du Gouvernement pour être remplacé par celui du Cameroun".

67. — De son côté, "Le Monde" du 5 Janvier 1960 écrit entre autres ce qui suit: "Le Gouvernement avait fait annuler au dernier moment les sonneries de sirènes et la retraite aux flambeaux prévues à minuit de crainte de susciter l'inquiétude et le désordre". Plus explicite encore, le même journal publiait dans son numéro du 5 Janvier 1960, un article intitulé "Climat d'appréhension au Cameroun". On y lit notamment: "Jamais sans doute une capitale n'a dû apparaître aussi tragiquement vide que Yaoundé au moment le plus exaltant de l'histoire de la Nation. La population de Yaoundé n'avait guère le coeur à célébrer une indépendance inaugurée dans des circons-

tances aussi dramatiques... Sitôt le soir tombé, la population déserte les rues de Yaoundé comme de Douala, dans la crainte manifeste d'une nouvelle flambée d'agressions. Il n'est donc pas surprenant qu'ait fait défaut à ces fêtes l'allégresse dont s'accompagnèrent par exemple les fêtes de l'indépendance du Ghana en Mars 1957... Tandis que se déroulait la soirée offerte par le Président de l'Assemblée, on apprenait que trois, puis cinq, puis six personnes avaient été assassinées en ville... Aussi l'atmosphère de la salle du banquet resta-t-elle sinistre jusqu'à la minute historique de l'entrée du Cameroun dans l'indépendance, tandis que dans les jardins, les sentinelles montaient la garde à deux mètres des dîneurs, fusils tournés vers l'extérieur, et que les personnalités de Yaoundé rassuraient les invités en montrant le revolver que les gens prudents portent sur eux depuis les attentats du mois de Juillet".

Notre armée a opéré non plus seulement dans le croissant fertile, c'est-à-dire dans le secteur qui part de Dschang à Ebolowa, en passant par N'Kongsamba, Douala, Bafia, Yaoundé et Sangmélina, mais même dans le Nord en passant par Bertoua, Kaélé, Pitoa, N'Gaoundéré et Maroua. Les opérations ont revêtu un caractère national.

Plus explicite encore "le Figaro" écrit dans son numéro du 21 Janvier 1960 les lignes suivantes :

Dans l'Ouest du Cameroun — Pistes coupées, cases incendiées, champs incultes — 500.000 Bamiléké subissent la loi de la rébellion.

68. — Dans le bureau du capitaine de gendarmerie, fixée au mur par quatre punaises, une affichette surchargée de photos me laisse rêveur.

Elle promet une forte prime "à qui ramènera, morts ou vifs", les individus ci-dessous désignés :

Momo Paul, 700.000 Frs.

Singap Martin, 700.000 Frs., etc...

Suivent une dizaine d'autres noms, cotés à moindre prix, selon une échelle décroissante.

Rien d'autre, somme toute, que le fameux Wanted des westerns.

Mais le pays Bamiléké n'est pas l'Ouest américain de la Belle Epoque, et les bandes de Momo Paul et de Singap Martin, bien qu'elles coupent les routes, tendent des embuscades et rançonnent les fermiers, prétendent être autre chose que des bandits de grand chemin.

Des tracts dactylographiés à en-tête de l'Armée de libération du Kamerun et signés du dénommé Momo, traînent sur la table.

Celui-ci s'adresse aux Européens du Cameroun: "On vous a dit de f... le camp. Patience! Nous saurons bien vous y obliger!"

69. — Un autre — il date déjà de quelques semaines — promet — dans quel effroyable pathos — la guerre à outrance au gouvernement d'Ahidjo — Franco (sic). "Si des élections générales n'ont pas lieu dans le pays avant l'indépendance, si l'U.P.C. n'est pas aussitôt reconnue, si une amnistie inconditionnelle n'est pas proclamée dans les plus brefs délais, si..."

Sur un autre mur, "Ahidjo-Franco" reste de marbre au centre d'une proclamation sur fond tricolore — vert, rouge, jaune, aux couleurs nationales — laquelle déclare précisément que l'amnistie générale sera étendue à tout le pays si, d'ici au 1er Décembre, les troubles cessent. C'est aussi une vieille affiche. Les troubles n'ont pas cessé et Momo Paul, Singap Martin, Singan Tatan et tous les autres tiennent le maquis, multiplient les exactions et les assassinats.

70. — Le maquis", c'est d'ailleurs bien peu dire dans un pays où — mis à part quelques îlots gouvernementaux dont Dschang, Bafoussam et quelques petits centres — la rébellion fait à elle seule la loi, si bien que sur les 500.000 habitants qui peuplent cette région incroyablement prolifique, 400.000, au bas mot, échappent à tout contrôle et fournissent aux rebelles une aide manifestement active.

Je suis arrivé à Dschang par avion, d'abord parce que c'est le seul moyen pour s'y rendre si l'on n'a pas à sa disposition une escorte militaire, et ensuite parce que l'on m'avait dit que survoler la région à basse altitude était une expérience pleine d'enseignements.

"CHINOIS" OU "AUVERGNATS" DE L'AFRIQUE

71. — On ne m'avait pas trompé. J'y ai appris que si les Bamiléké — habiles commerçants, agriculteurs méticuleux — sont les "Chinois" ou les "Auvergnats" de l'Afrique, leur pays, lui est la Kabylie de moyenne montagne qui, à défaut de vrais villages, est, en fait, un immense village, à raison d'une case tous les cent mètres.

Une bonne partie de ces cases — au toit de chaume en forme d'œuf — ont été incendiées et certaines fumaient encore sous les ailes de notre "Broussard". Des herbes hautes envahissaient les champs jadis soigneusement entretenus. Il était visible qu'il n'y aurait cette année, en Bamiléké, ni traite du café, ni récolte de tabac et même de cultures vivrières.

— Si cela continue, devait plus tard me confier un ingénieur agricole, c'est tout le département qui sera acculé à la famine et cela n'arrangera certainement pas les choses sur le plan politique.

72. — Mais si l'on en juge par le pourrissement du pays, les choses peuvent-elles aller plus mal encore qu'à l'heure actuelle? Les pistes rouges qui serpentent tout le couvert des bananiers sont presque toutes coupées de profondes entailles, et, parfois, pour mieux marquer que l'autorité administrative est ici lettre morte, les femmes Bamiléké y sèment le macabo et y construisent des huttes. L'une d'elles barre une route secondaire à cinq kilomètres seulement de Dschang. Un poste rebelle y est installé fort commodément, à l'ombre du drapeau rouge frappé du crabe d'or de l'U.P.C. Personne ne songe à les en déloger. Inscuience des autorités, impéritie des forces de l'ordre? Non pas. Tout simplement impossibilité, en l'état actuel des effectifs militaires, de mener la moindre opération contre les maquisards.

MISSION STRICTEMENT LIMITEE

73. — Il y a dans cette petite ville de Dschang, jadis "station climatique" du Cameroun, où je viens d'arriver, une cinquantaine de gendarmes et deux cents hommes environ de l'armée française dont la mission est strictement limitée à la protection des civils européens et à la sécurité des grands axes. Les gendarmes ne sont pas assez nombreux pour faire la chasse aux rebelles et les militaires ne sont pas là pour ça.

74. — En définitive, si un coup de main se révèle absolument nécessaire pour dégager une route ou un village proche, seuls peuvent logiquement y procéder les quelques groupes d'auto-défense sommairement armés — et pas toujours sûrs — qui ont été hâtivement mis sur pied, et l'on aboutit dans la meilleure hypothèse à l'équation suivante:

"50 villageois + 2 gendarmes pour appuyer les villageois + 1 section d'infanterie coloniale pour appuyer les 2 gendarmes = 0".

75. — On conçoit donc que le Gouvernement camerounais désire, aujourd'hui que sa souveraineté est établie, voir intervenir de plus efficace façon les seules troupes — malheureusement "étrangères" — avec lesquelles il puisse compter, en attendant que soit formée une armée nationale. Mais même si les cinq compagnies françaises en garnison dans le Bamiléké avaient les mains libres, il est plus que probable qu'elles ne pourraient venir si facilement à bout de ces maquis impénétrables qui groupent déjà des milliers d'hommes fanatisés, galvanisés, par leurs succès et qui bénéficient de la complicité des huit dixièmes de la population".

C. Conséquences de la guerre du Kamerun.

Comme le montre en particulier ce texte du Figaro, les conséquences de la guerre du Kamerun apparaissent déjà très nettement sur le plan économique-social et politique.

76. — A la suite de bien d'autres observateurs, "le Figaro" souligne la paralysie économique qui atteint l'ouest du Kamerun: or les deux régions du Bamiléké et du Mungo groupent plus de 20% de la population et fournissent environ les 40% des exportations dont vit essentiellement le pays. Cette même paralysie atteint déjà bien qu'à des degrés moindres toutes les régions où les "autorités" viennent de décider de prolonger l'état d'alerte: Wouri, Mbam, Nyong et Sanaga, Dja et Lobo, Ntem, Kribi, c'est-à-dire en fait le "croissant fertile", la partie la plus intéressante par son potentiel humain et ses riches productions.

77. — Cette paralysie de l'économie se répercute nécessairement sur la vie quotidienne, sur le plan social. Ainsi nous dit une dépêche de l'agence Reuter en date du

ler Janvier 1960, les planteurs européens, se sentent si menacés qu'ils se réunissent chaque soir pour assurer leur défense dans des maisons fortifiées. L'agence ajoute qu'ils ont écrit au Président de la République française pour lui demander s'ils doivent rester au Kamerun et si la France les protégera.

78. — Menacés dans leur existence même, les colons ferment automatiquement leurs entreprises ou tout au moins, ils ralentissent leurs activités et licencient massivement leur personnel. Il en résulte un chômage accru, la baisse de la production et la hausse effrénée du coût de la vie....

79. — Sur le plan politique, la ferme détermination du peuple Kamerunais à se libérer immédiatement et complètement a commencé à briser le front des exploiteurs et de leurs agents autochtones. Pour ne citer qu'un exemple, la Direction de la Sûreté a accusé les Européens de complicité avec notre Armée, quand celle-ci a abattu un des meilleurs officiers de la police française: le commissaire Bepather.

80. — MM. Njine Michel, Vice-Premier Ministre chargé de l'Education Nationale et Daniel Kemajou, Président de l'Assemblée Législative, ont été demis de leurs fonctions, parce qu'ils ont publiquement désapprouvé la politique officielle. M. Kémajou est même allé jusqu'à demander qu'une Force de Police de l'O.N.U. vienne rétablir la paix et une vie politique normale au Kamerun. Aujourd'hui, tout député qu'il est, il n'a plus le droit de mettre pied à la capitale; un décret spécial l'astreint à une résidence surveillée dans sa région natale.

81. — M. Ahidjo a mis sur pied un Comité Constitutionnel chargé de donner seulement des avis sur la Constitution que les impérialistes français ont rédigée pour lui

et qu'il veut imposer au peuple Kamerunais. — Ce Comité comprenait 42 membres désignés moitié au sein de l'Assemblée fantoche et moitié par le prétendu gouvernement. Aujourd'hui, environ la moitié des membres ont démissionné ou même refusé de siéger: c'est notamment le cas des représentants de la classe ouvrière, du clergé, et des "élus" de régions qui ensemble groupent plus de 40% de la population (Bamiléké, Mungo, Wouri, Nkam, Sanaga Maritime).

82. — Les lettres de démission de la plupart des membres déclarent, comme celle de Mgr Mongo, qu'ils ont été systématiquement contrés dans toutes leurs suggestions. Preuve évidente qu'il s'agit d'une Constitution préfabriquée. Ces démissions et abstentions massives, résultat des pressions populaires, élargissent les failles qui sillonnaient déjà le front des partisans du Régime...

REPERCUSSIONS A L'EXTERIEUR

83. — Mais la guerre du Kamerun a aussi ses répercussions à l'extérieur. Le "Ghana Times" du 22 Janvier 1960 relate que le Secrétaire Général de l'O.N.U., M. Hammarskjöld lui-même a déclaré: **"C'est triste que le Kamerun, le premier Territoire sous tutelle à accéder à l'Indépendance, célèbre cette indépendance dans le sang"**. Et le journal de poursuivre: **"Il a exprimé l'espoir qu'il y aurait un règlement rapide des différends présents, car la situation a de sérieuses répercussions pour le Continent tout entier"**.

84. — En effet, comme l'observe le West Africa du 2 Janvier 1960, **"M. Abidjo très sceptique sur la possibilité de réaliser l'unité africaine, pourra devenir la cause de la plus grande discorde entre les pays africains indépendants"**. Preuve évidente que la condition indispensable de l'unité de l'Afrique réside dans cette indépendance véritable pour laquelle lutte le peuple kamerunais.

85. — En outre, ainsi que nous l'avons noté aux paragraphes 57 et suivants, les bases militaires installées au Kamerun menacent la liberté et le bien-être de tous les peuples du monde, sans exception..

86. — D'ailleurs, dès aujourd'hui, les répercussions du drame kamerunais se font sentir au delà même du continent africain. Ainsi par exemple, d'après le journal catholique "**Afrique Nouvelle**" No. du 15 Janvier 1960, Radio Vatican a déclaré: "**On ne peut cacher que les agitations qui ont accompagné la naissance de l'Indépendance du Kamerun, ont suscité de l'inquiétude dans de nombreux milieux. Cette préoccupation est sentie par tous ceux qui, de loin, suivent avec sympathie cette évolution.**"

87. — Bien entendu, les impérialistes et tous les réactionnaires s'inquiètent vivement de voir que malgré tous leurs efforts, le peuple kamerunais continue victorieusement sa lutte libératrice. Quelques-uns en viennent à chercher des formules moins choquantes de néo-colonialisme... C'est ainsi que par-delà leur ferme détermination commune de combattre l'U.P.C., des divergences profondes se développent entre eux.

88. — Les impérialistes américains, par exemple, cherchent depuis longtemps à installer au pouvoir un homme à leur dévotion. Durant la session des Nations-Unies en Février — Mars 1959, ils ont d'abord misé sur M. Jacques Ngom. Mais bien vite leurs représentants à Yaoundé les ont informés que Ngom ne représente rigoureusement rien au Kamerun. Alors, ils ont voulu essayer M. Mayi Matip. Ce dernier en effet ose se présenter comme le lieutenant et le successeur de notre Héros National, Ruben Um Nyobé. Les impérialistes américains misent précisément sur le fait qu'il a été Secrétaire administratif de l'U.P.C. et "compagnon" d'armes de notre Secrétaire Général. Ayant enfin compris qu'on ne peut gouverner le Kamerun sans et contre l'U.P.C., les Américains ont mis au point le plan suivant: envoyer au maquis un homme

entièrement acquis à leur politique. Ils lui donneraient tous les moyens nécessaires, y compris des officiers, pour l'aider à éliminer tous nos responsables militaires et politiques. De cette façon, notre Armée, décapitée, changerait d'orientation, tout en demeurant la seule force valable au Kamerun... Il s'agit en somme de monter le coup qu'ils ont déjà réussi notamment en Israël...

89. — Cette obstination des impérialistes à combattre l'U.P.C. par tous les moyens doit intensifier la vigilance de tout homme réellement épris de démocratie, de progrès et de paix. Ce serait une erreur mortelle pour un peuple de croire que les impérialistes puissent devenir bienveillants à son égard et qu'ils puissent, sans y être forcés, accepter que ce peuple gère lui-même toutes ses affaires et dans son propre intérêt. De cette constatation, découle le troisième caractère fondamental de la lutte libératrice et armée du peuple kamerunais : cette lutte doit aussi être révolutionnaire.

D. Nécessité d'une lutte révolutionnaire.

90. — La révolution est un changement qui modifie l'ancien état de choses dans ce qu'il a de plus fondamental et de plus essentiel. Habituellement le processus révolutionnaire est extraordinairement rapide, alors que la méthode réformiste procède par retouches successives, étapes par étapes.

91. — Dans le Kamerun d'aujourd'hui, c'est la méthode révolutionnaire qui s'impose, car la méthode réformiste laisserait aux impérialistes le temps de ruiner complètement le pays et d'exterminer la population.

92. — Il est clair que la prolongation du régime actuel ne peut conduire qu'à la ruine économique du pays. D'abord parce que les impérialistes réalisent de plus en plus leurs plans de pillage accéléré de l'Afrique. Pour ne prendre que l'exemple du Kamerun, nous avons vu que les diri-

géants de l'Allemagne Fédérale entendent développer le moyen d'évacuation de nos richesses sans aucun profit pour nous (cf. paragraphes Nos. 5 et 6).

93. — Même quand les impérialistes parlent d'industrialiser nos pays, c'est encore pour nous piller. C'est ainsi que par exemple pour exploiter le gaz de la région de Douala, ils recourent à des installations mobiles: quand une poche de gaz est épuisée, on transporte les machines ailleurs. De cette façon, quand le gaz sera épuisé, les mêmes machines pourront aller piller nos frères du Gabon ou d'ailleurs...

94. — Mais une question se pose: actuellement les capitalistes français, américains, anglais, allemands, etc... sont entrain d'arracher à notre pays son bois, son pétrole, sa chaux, sa bauxite, son fer, son or, ses diamants, etc... bref toutes les matières les plus facilement exploitables aux niveaux actuels de la technique. Bien plus, ces richesses qui nous sont volées, servent à accélérer l'avance économique des impérialistes. Quand nos sols seront trop épuisés pour produire encore de cacao, du café, des bananes, etc... quand notre sous-sol n'aura plus ni or, ni fer, ni étain, etc... de quoi vivra notre pays? sur quelle base essaierons-nous de rattraper notre retard économique? Pourrons-nous commencer notre développement avec l'énergie atomique ou solaire? Evidemment non! Il faut donc le commencer aujourd'hui, d'autant plus que d'après les Nations-Unies le retard des pays sous-développés s'accroît chaque jour et dans tous les domaines.

95. — Or pour entreprendre sérieusement notre développement économique, il nous faut être réellement indépendants. Car nous savons déjà très bien que les impérialistes ne peuvent accepter de renoncer à nous exploiter. Pour nous affaiblir, ils s'efforcent même de se créer de nombreux alliés parmi nous par la corruption et par des réformettes comme la Loi-cadre.

96. — Le but fondamental des réformettes est en effet pour les impérialistes de gagner du temps et de créer parmi les autochtones une classe de privilégiés participant aux bénéfices de la colonisation et comme tels adversaires de l'indépendance immédiate et véritable. Voilà pourquoi les colonialistes français ont permis aux "députés et ministres" de la loi-cadre de s'accorder des traitements exorbitants.

97. — Au Kamerun par exemple, un "député" touche par mois 200.000 fr. Cfa. Quant aux traitements des "ministres", ils sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Premier Ministre	Vice-Premier Ministre	Ministre	Secrétaire d'État	Député
Traitements mensuels	700.000	600.000	540.000	500.000	400.000
Frais journaliers de déplacement	20.000		15.000	12.000	
Fonds spéciaux par trimestre	5.000.000				

Quel ouvrier, quel paysan, combien de commerçants et de fonctionnaires touchent par an la moitié seulement du traitement mensuel d'un député ou d'un ministre ?

98. — Non seulement la majorité des Kamerunais ne connaissent que des revenus de famine, mais encore ce sont eux qui alimentent par les impôts les coffres-forts des exploités. Voyez aujourd'hui combien coûte un timbre fiscal et combien il faut de timbres fiscaux pour affranchir une lettre tout-à-fait ordinaire adressée

à la mairie, au greffe, au Ministre, etc... Voyez par ailleurs combien tout coûte cher aux marchés, dans les boutiques et les écoles... N'est-ce pas vrai qu'à ce rythme la plus grande partie de la population sera bientôt réduite à mendier,

99. — Non content d'appauvrir la majorité des Kamerunais, le régime néo-colonial les menace même d'extermination. Voici en quels termes le doyen d'âge de l'Assemblée Législative, M. Mballa Barnabé, a dépeint la situation en ouvrant la session d'Octobre 1959 :

"Peut-on parler de conditions plus favorables lorsque toute une partie du Cameroun est soumise au régime de l'Etat d'Alerte et connaît chaque jour des exécutions officielles, des tueries de toutes sortes? Beaucoup de ceux qui nous ont vu partir en vacances en Juin dernier n'ont plus l'occasion d'assister à la reprise de nos travaux parce que le couteau, le coupe-coupe, la matraque, le pistolet, le fusil de chasse ou la mitraillette ont fait leur oeuvre et ont ainsi répandu le deuil, la tristesse, l'insécurité et la peur. Le climat politique que connaît le Cameroun à l'heure actuelle est des plus malsains. Aucune des libertés démocratiques n'est plus reconnue aux citoyens, pas de liberté de presse de peur de voir critiquer et dévoiler les actes impopulaires du gouvernement, pas de liberté de réunion, impossible de se déplacer sans être muni de laissez-passer, système aboli depuis le temps de l'indigénat. On ne peut plus sortir de chez soi la nuit sans s'exposer aux rafales des mitraillettes... et sous ce régime de terreur, on assiste à des scènes odieuses: massacres des femmes africaines enceintes se rendant à la maternité pour accoucher, des fonctionnaires revenant de l'Hôpital, après avoir assisté leurs parents malades, de personnes torturées et brûlées au courant électrique, etc..."

Malgré tout, le peuple kamerunais reste inébranlable. Aussi les impérialistes français s'apprentent-ils à bombarder certaines régions, comme en Algérie!

OBJECTIFS DE LA REVOLUTION KAMERUNAISE :
INSTAURER UN REGIME DE DEMOCRATIE
NOUVELLE DANS LE CADRE DE L'UNITE
AFRICAINNE

100. — Pour conjurer ces menaces et ces périls, une seule voie de salut : la Révolution Totale ! Cela signifie que le peuple kamerunais doit continuer à se mobiliser tout entier pour détruire par tous les moyens le régime colonial et néo-colonial et pour instaurer un régime de démocratie dans le cadre de l'unité africaine.

QUELS SONT LES APPUIS DU REGIME COLONIAL
ET NEO-COLONIAL ?

101. — Ce sont d'abord les forces dites de pacification : armée, gendarmerie, police, garde "camerounaise". Forces encadrées par des officiers français et comprenant essentiellement des mercenaires provenant des pays de la "Communauté". Aux soldats africains, nous devons faire comprendre quatre choses :

- 1) tous les Africains sont frères ;
- 2) entre frères, on ne se tue pas, mais on s'entraide pour se débarrasser de l'ennemi commun : l'impérialisme et le colonialisme.
- 3) Ceux qui rejoignent l'armée de Libération ne seront pas maltraités ni tués, mais obtiendront la vie sauve, la gloire, l'estime de tous les peuples d'Afrique et pour commencer un travail décent ou bien des possibilités de rentrer chez eux.

- 4) Nos frères doivent rentrer chez eux, au lieu de se faire tuer au Kamerun et de permettre ainsi aux colonialistes français de mieux exploiter nos frères, nos sœurs, nos femmes, nos parents et nos amis...

102. — Dans leur guerre injuste contre le peuple kamerunais, les impérialistes s'appuient aussi non seulement sur le gouvernement et l'Assemblée fantoches, mais encore sur un certain nombre de commerçants, de fonctionnaires, d'hommes du culte et de chefs traditionnels. Ce sont là, naturellement des ennemis de la Révolution...

103. — Mais nous savons déjà que les impérialistes ont, militairement, attaqué le Kamerun indépendant, afin de continuer à s'emparer de nos biens. *Il faut donc aussi détruire tous les biens qui peuvent les aider, quels que soient les propriétaires de ces biens.*

104. — La Révolution a pour but non seulement de détruire le vieux régime et ses supports, mais aussi d'instaurer un régime nouveau. Cette tâche de reconstruire exige plus que jamais des principes absolument clairs et justes.

105. — Le plus important de ces principes est que notre Révolution a pour but de libérer la Nation, tout le peuple, c'est-à-dire l'ensemble des classes ou fractions de classes, résolues à lutter effectivement contre le colonialisme et l'impérialisme sous toutes leurs formes.

Le régime qui naîtra de notre Révolution sera nécessairement un régime de Démocratie Nouvelle, c'est-à-dire un régime fondé sur l'alliance de toutes les forces réellement anti-impérialistes et décidées à travailler pour le développement de notre pays dans une indépendance véritable : un régime établi et dirigé par le peuple et pour le peuple. Ce sont les premières conditions d'un

tel régime qu'énonce le programme adopté par l'U.P.C. dans la Déclaration du 29 Décembre 1959.

106. — Pour pouvoir se dire réellement indépendant, un peuple doit avant tout détenir tous les postes de commande dans son pays. Il faut que toutes les décisions émanent des autochtones et de leurs représentants authentiques dans les organisations politiques et syndicales, dans les différents services administratifs et dans tous les secteurs-clés de l'économie.

107. — Dans son Communiqué du 14 Août 1959, le Bureau du Comité Directeur de l'U.P.C. proposait de remplacer le gouvernement franco-kamerunais par un gouvernement provisoire chargé d'élaborer une loi électorale, afin d'assurer l'impartialité de la consultation populaire d'où sortirait la Constituante. Celle-ci élirait alors un gouvernement qui, en collaboration avec elle, élaborerait une Constitution à soumettre au pays par référendum. Telle est la seule voie possible pour restaurer pacifiquement une vie politique normale au Kamerun.

108. — Mais les impérialistes empêchent le gouvernement franco-kamerunais d'accepter cette solution. Dès lors, pour décapiter le fascisme et accéder à l'indépendance véritable le peuple kamerunais ne dispose plus que d'une solution : instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire. Ce gouvernement aura pratiquement les mêmes tâches que le gouvernement de coalition proposé par la Direction de l'U.P.C. Et lui seul pourrait les remplir jusqu'au bout, de façon conséquente.

109. — Issu de l'insurrection populaire, le gouvernement Provisoire aurait à cœur de garantir à toutes les classes révolutionnaires toutes les libertés démocratiques : libertés de presse, réunion, association, circulation, mais aussi l'inviolabilité du domicile, les libertés de conscience et de religion. Seules des élections organisées par un tel gouvernement pourraient aboutir à la

formation d'une Assemblée entièrement Nationale et réellement Constituante.

Pourquoi ? Parce que ce gouvernement entièrement appuyé sur le peuple, se verrait obligé de satisfaire à ces aspirations populaires.

110. — *Le premier objectif de la Révolution est donc la constitution d'un gouvernement révolutionnaire, réellement représentatif du peuple kamerunais.*

111. — Mais la proclamation d'un gouvernement Révolutionnaire Provisoire exige comme premières conditions la destruction de l'administration néo-coloniale et la mise sur pied d'une administration Révolutionnaire. Dans chaque zone libérée, l'appareil d'Etat installé par les néo-colonialistes doit être remplacé par des services administratifs, judiciaires, économiques, culturels, etc... dirigés par des patriotes démocratiquement élus, au suffrage universel, direct et secret, des hommes et des femmes âgés au moins de 18 ans.

112. — Dans le cadre des libertés démocratiques dont nous avons parlé au No. 104, l'administration Révolutionnaire aura pour tâches essentielles de contribuer au renforcement de l'armée de Libération Nationale et de commencer à développer une économie nationale capable de satisfaire les besoins matériels et culturels sans cesse croissants du peuple.

113. — *Sur le plan culturel, la tâche essentielle consiste à lutter contre l'analphabétisme, à généraliser l'enseignement primaire et primaire professionnel (c'est-à-dire un enseignement professionnel élémentaire). Les autorités révolutionnaires doivent mobiliser tous ceux et toutes celles qui savent lire et écrire pour qu'ils donnent des cours du soir aux adultes et des cours réguliers aux jeunes et aux enfants.*

114. — Le Parti obtiendra des bourses d'études et de perfectionnement à tous ceux et celles qui auront terminé avec succès l'enseignement primaire et primaire professionnel.

115. — Notre enseignement doit revêtir un caractère nettement national, populaire et scientifique : nous devons enseigner avant tout les langues, l'histoire, la géographie et les civilisations d'Afrique, la peinture, la musique africaine, etc. ... les techniques modernes de construction et de travail, l'expérience accumulée par les peuples qui nous ont devancés dans la voie de la Révolution.

116. — Durant la lutte libératrice, notre enseignement et notre culture doivent plus spécialement mettre l'accent sur l'amour de la patrie et la haine des impérialistes : nous devons vulgariser au maximum les fables et les contes relatant les exploits de tous ceux qui ont combattu ou combattent encore contre l'invasion ou l'occupation étrangère ; de même nous devons mettre en honneur l'habillement national, la nourriture nationale, etc.

117. — Les textes de lois, décrets et règlements pris par les autorités révolutionnaires doivent être traduits et popularisés dans la principale langue de la région.

118. — Après la libération, nous créerons des instituts et des académies pour étudier nos langues, nos écritures et toutes les civilisations africaines ; nous ouvrirons des musées et des bibliothèques pour la conservation de nos richesses culturelles ; nous favoriserons la recherche scientifique dans tous ces domaines.

119. — Une telle éducation formera des citoyens conscients de nos valeurs spirituelles et aussi de la personnalité africaine, ouverts aux exigences de la vie moderne, prêts à mourir pour leur patrie, capables de

participer activement aux affaires publiques et d'étudier une économie rationnelle.

120. — Sur le plan social, notre principe fondamental est le suivant : De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail !

Cela signifie que dans les zones libérées et après notre victoire complète, dans l'ensemble du pays, chacun doit travailler selon ses possibilités ; mais en retour chacun récolte le fruit de son travail. Cette règle sacrée est valable pour toutes les couches de la population sans aucune distinction de sexe, d'âge, de religion, de race, d'appartenance sociale, etc...

121. — Il apparaît immédiatement que les travailleurs seront les premiers bénéficiaires de l'indépendance véritable. Pour commencer, le code de travail doit être complètement refondu et adapté aux besoins des travailleurs dans un pays indépendant.

122. — L'Africanisation immédiate et totale des cadres est aussi valable dans le domaine syndical, c'est-à-dire que tous les dirigeants des syndicats des travailleurs doivent être Africains. La Direction des syndicats patronaux doit comprendre au moins 60% d'Africains, démocratiquement élus. Ce pourcentage devra augmenter très rapidement.

123. — Le repos hebdomadaire, les congés payés et la semaine de 40 heures doivent être garantis à tous. Bien entendu, le travail forcé doit disparaître tout de suite et partout.

124. — L'accord entre les syndicats et les employeurs fixe le salaire en fonction de l'augmentation de la production et en fonction du coût de la vie dans la région. A cet effet, le pays doit être divisé en un petit nombre de régions économiques.

125. — Les travailleurs bénéficieront de la Sécurité Sociale : celle-ci sera alimentée essentiellement par les employeurs et accessoirement par l'Etat, mais gérée par les syndicats des travailleurs eux-mêmes.

126. — Pour favoriser réellement les travailleurs les plus déshérités (manœuvres, ouvriers agricoles, etc.).

a) les prestations familiales, les prestations-maladie, les prestations-accident, etc..., seront d'autant plus élevées que le salaire est plus bas.

b) ces travailleurs obtiendront des facilités spéciales en matière de logement, transport, crédit, etc...

127. — Dans le même ordre d'idées, l'U.P.C. ouvrira des crèches, des jardins d'enfants, etc... destinés aux familles des travailleurs.

128. — Pour permettre aux travailleurs de bénéficier réellement de ces avantages et de tous autres qui pourraient leur paraître nécessaires, l'U.P.C. s'engage à leur garantir :

a) toutes les libertés démocratiques mentionnées au No. 104.

b) toutes les libertés syndicales, y compris le droit de grève, le droit de faire appel à la générosité du public, etc...

c) des cours gratuits d'enseignement général et professionnel.

d) la constitution de commissions paritaires pour régler leurs différends éventuels avec les autorités publiques.

129. — *Les ouvriers de chaque entreprise* éliront les plus révolutionnaires d'entre eux pour constituer un Comité qui, avec les représentants de l'Etat, gèreront l'entreprise.

Ils participeront aux bénéfices de leur entreprise et l'Etat leur construira des cités ouvrières dignes de leur sacrifice à la cause de la Révolution.

130. — *Pour les paysans de chaque région libérée, l'U.P.C.*

a) supprimera les dettes antérieures, imposées par les éléments contre-révolutionnaires.

b) interdira les prêts usuraires et instituera un crédit populaire à la portée de tous les travailleurs.

c) supprimera les prestations en argent ou en nature imposées aux paysans par les féodaux (chefs traditionnels, missions religieuses, etc.).

d) réalisera la réforme agraire et favorisera la coopération agricole dont nous parlerons bientôt.

131. — *Pour les éleveurs, l'U.P.C. s'engage à :*

a) multiplier les puits, fontaines pour l'abreuvement des animaux.

b) développer des herbages artificiels et les espèces animales (les plus productives), fournir les abattoirs, les moyens de conservation, de transport de la viande et autres produits.

c) utiliser les sous-produits : peaux, os, etc...

132. — *Aux pêcheurs, l'U.P.C. permet l'aménagement et la protection des zones de pêche, la fourniture à bon prix des moyens de pêche et la sélection des espèces de poissons...*

133. — *Les artisans et les industriels bénéficieront :*

a) des mesures nécessaires pour protéger leur production contre la concurrence étrangère et pour se ravitailler aisément.

b) des crédits et commandes de fournitures voulus pour stimuler leur production.

134. — Qu'ils soient agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, artisans ou industriels, tous les producteurs :

a) pourront former des commissions paritaires où leurs représentants et ceux de l'Etat fixeront les prix de leurs produits dans l'intérêt de toute la société ;

b) trouveront des débouchés assurés à l'intérieur et à l'extérieur grâce à l'aide de l'Etat.

135. — *Les commerçants et les transporteurs* verront leurs professions délivrées de la concurrence des capitalistes étrangers et stimulées par l'aide multiforme de l'Etat (crédit, fournitures de matériel à des conditions avantageuses, etc...)

136. — Les fonctionnaires et employés de bureau seront libérés de la domination ou de la tutelle des administrateurs des colonies ; chacun d'eux pourra avancer sans aucune restriction jusqu'au sommet de la hiérarchie.

137. — *Les membres de professions libérales* (médecins, avocats, etc...) trouveront dans notre régime des possibilités d'action illimitée, car le respect de toutes les libertés démocratiques, l'élévation ininterrompue du niveau culturel et matériel des masses populaires donnera à ces professions une clientèle infiniment plus intéressante que celle du régime néo-colonial.

138. — *Tous ceux qui accomplissent bien leur travail* recevront des distinctions sociales et seront célébrés dans la presse, la radio, le cinéma et la télévision comme des héros de la Nation.

139. — *Les chefs coutumiers*, eux aussi, peuvent trouver place dans notre société libérée. S'ils acceptent.

Le jeu démocratique et la libération des paysans, ils obtiendront des facilités pour être recasés dans les services du nouveau régime (notamment les services judiciaires, les services culturels, etc...).

Si leurs anciens administrés les en jugent dignes, ils peuvent naturellement accéder à toutes les fonctions élues, recevoir toutes les distinctions sociales en honneur : statues, fêtes populaires, noms de ville ou de rues, etc...

140. — Les hommes de culte, enfin ne pourront exercer leurs fonctions que dans un régime de démocratie nouvelle : l'Etat garantira la liberté de religion, c'est-à-dire qu'il aidera les fidèles et les ministres du culte :

- a) à construire leurs églises, temples et mosquées;
- b) à traduire leurs livres saints dans les langues du pays ;
- c) à se rendre en pèlerinage aux lieux saints : la Mecque, Jérusalem, Rome...
- d) à financer leurs écoles et à subvenir aux besoins des ministres du culte.

141. — *Les femmes kamerunaises* jouiront enfin d'une égalité réelle avec l'homme :

- a) l'enseignement féminin sera développé à un rythme accéléré ;
- b) toutes les carrières politiques, administratives, judiciaires, artistiques, scientifiques et même militaires seront ouvertes à un pied d'égalité avec l'homme.
- c) les congés de maternité, les crèches, jardins d'enfants et cantines libéreront la mère et l'épouse ;
- d) dès la libération de chaque région, une campagne intense doit y être organisée pour rehausser la dignité de la femme, notamment par la lutte contre la dot, la prostitution et tous les moyens d'asservissement.

142. — *L'Enfance et la Jeunesse* seront aussi l'objet de soins particuliers :

a) des institutions spéciales (éducatives, judiciaires, etc...) s'occuperont de l'enfance délinquante.

b) l'enseignement primaire et primaire professionnel seront dispensés à tous les enfants de 6 à 14 ans, de façon obligatoire et gratuite.

c) les bourses d'enseignement secondaire supérieur et technique seront accordées aux enfants les plus méritants selon les aptitudes de chacun et les besoins de la Révolution, mais sans considération des opinions ou activités politiques, religieuses ou philosophiques des candidats...

143. — *Les élèves et étudiants* bénéficieront de cités et restaurants universitaires, de laboratoires modernes, de camps de vacances.

Aux termes de ses études, chacun sera assuré d'un emploi dans la carrière de son choix.

144. — Les sports seront particulièrement encouragés et honorés.

145. — Le rôle de la jeunesse dans la vie de la Nation sera rehaussée par l'abaissement à 18 ans de la majorité politique et par une participation intense à la Défense Nationale et à l'édification économique.

146. — *Les vieillards et les infirmes* bénéficieront de maisons de santé par l'Etat de façon à leur assurer un doux repos, des loisirs et chaque fois que possible, la rééducation en vue du retour à la vie normale.

147. — Colons, chefs coutumiers, ministres du culte et tous les autres groupes sociaux ne pourront bénéficier des conquêtes de la Révolution que dans la mesure où ils auront contribué à sa victoire. C'est normal — Mais il faut que chacun y pense dès aujourd'hui —

PROGRAMME ECONOMIQUE

148. — Pour réaliser ce programme culturel et social, le travailleur kamerunais doit naturellement accroître très considérablement sa productivité, c'est-à-dire qu'il doit produire toujours beaucoup plus tout en consacrant à son travail moins de temps et moins d'efforts, grâce notamment à une mécanisation toujours plus poussée de la production.

148bis. — Cela suppose la mise en œuvre d'une politique économique reposant essentiellement sur quatre facteurs principaux :

a) la création et le développement de nouveaux rapports de production ou plus schématiquement et plus simplement de nouveaux rapports de propriété des principaux moyens de production et d'échanges.

b) le développement harmonieux et proportionné de toutes les branches de l'économie notamment de l'industrie et de l'agriculture.

c) une planification scientifique.

d) une coopération économique loyale avec tous les pays du monde.

149. — Quand nous envisageons la propriété des moyens de production et d'échanges nous devons avoir présent à l'esprit la vérité suivante : notre Révolution ne peut aboutir qu'à un régime de démocratie nouvelle fondé sur l'alliance de toutes les classes ou fractions de classes réellement anti-colonialistes et anti-impérialistes, donc un régime dirigé non seulement par les ouvriers et les paysans, mais encore par un nombre de commerçants, industriels, membres des professions libérales, etc.

150. — Par conséquent, le point de notre Révolution doit être dirigé non pas contre le capitalisme, mais con-

tre l'impérialisme et ses alliés, que nous avons énumérés aux paragraphes 101 et sq.

151. — Quant au capitalisme, nous devons nous efforcer de le limiter, de l'utiliser et de le transformer, de façon qu'au lieu de constituer un obstacle insurmontable il contribue plutôt au développement accéléré et ininterrompu d'une économie de bien-être collectif.

152. — Nous devons limiter le capitalisme privé, essentiellement par la création d'un secteur privé. Ce secteur doit devenir le moteur de tout le développement économique. Pour cela, il doit progressivement s'étendre à tous les postes-clés de l'économie : banques, transports à longue distance, grosses industries, etc.

Les rythmes d'extension du secteur public, dépendent des contrats passés entre nous et les sociétés capitalistes, mais d'abord de l'attitude politique des propriétaires des moyens de production au cours de notre Révolution : les biens des partisans de la Révolution ne doivent pas être nationalisés, mais protégés et développés.

153. — Nous devons utiliser le capitalisme privé en lui confiant des tâches économiques revenant à l'Etat dans la production, la commercialisation, etc.

154. — Au moment opportun, la Direction de l'UPC indiquera comment transformer le capitalisme privé.

Pour le moment, voyons un peu plus concrètement la limitation et l'utilisation du capitalisme privé.

155. — Au niveau de la production et de la production agricole d'abord, la terre doit appartenir à ceux qui la cultivent, c'est-à-dire aux paysans. Telle a toujours été la règle dans nos pays. Cette loi est bonne : nous devons la rétablir en procédant à la Réforme agraire.

156. — Il est inadmissible que certaines personnes se tuent de travail, notamment au Nord et à l'Ouest, pour enrichir des propriétaires fonciers parfaitement oisifs. Il est inadmissible que des colons comme ceux de la Safa à Dizangué, possèdent 17.000 ha et n'en cultivent que 6.000 ; il est inadmissible que les colons occupent le long du chemin de fer du Nord plus de 14.000 ha, alors qu'ils en cultivent seulement 6.000 et que dans le même temps, les autochtones ne possèdent guère plus de 2 ha chacun. La réforme agraire doit assainir cette situation en répartissant les terres à ceux qui la cultivent effectivement.

157. — De quoi s'agit-il ? Nous devons d'abord confisquer les terres de toutes les personnes qui luttent contre la Révolution. Les personnes visées ici sont aussi bien les colons et missions religieuses que les fonctionnaires ou les chefs et les notables traditionnels. Les terres confisquées doivent ensuite être réparties entre les cultivateurs de façon à donner à chacun en moyenne de 3 à 5 ha.

158. — Quand nous confisquons un grand domaine, tel que celui de la Safa, à Dizangué, une partie doit être réservée à l'Etat comme base du futur secteur public agricole et forestier.

159. — Il faut donner à chacun des terres en principe libres, avec obligation non seulement de les cultiver, mais encore de donner à l'Etat une partie de la récolte. Les autorités révolutionnaires doivent reprendre et redistribuer les terres demeurant incultes au bout d'une période à déterminer.

160. — Le but fondamental de la réforme agraire est d'accroître la production et le bien-être de chacun. Elle doit, pour cette raison, être accompagnée d'une série d'autres mesures :

a) dès la libération de chaque région, les mesures prévues au paragraphe 135 doivent être accordées aux paysans.

b) les autorités révolutionnaires doivent aider nos paysans à employer les meilleures semences, les meilleurs outils et les meilleurs procédés de culture et de stockage...

c) Les paysans dont nous n'avons pas confisqué les terres doivent grâce à nos efforts être amenés à adhérer *librement* à des coopératives ; les dirigeants de ces coopératives doivent être en majorité des paysans pauvres, démocratiquement élus parmi les plus dévoués à la cause de la Révolution.

161. — La condition indispensable du succès est de convaincre *d'abord* les masses que la suppression des corvées, prestations et dettes usuraires, la réforme agraire, la coopération agricole, sont nécessaires à leur bien-être. *Il ne faut jamais entreprendre aucune de ces actions avant que les masses en aient compris la nécessité.* Car c'est uniquement quand le peuple a compris la nécessité de telle action qu'il trouve les moyens les meilleurs de la réaliser et aussi de défendre jusqu'au bout les conquêtes de la Révolution.

162. — Sur le plan commercial, nous devons viser essentiellement à réduire au maximum, d'une part, le nombre de commerçants et, d'autre part, le montant de leurs bénéfices. Positivement cela revient à alléger les charges qui pèsent sur le producteur et le consommateur, d'autre part à augmenter les sommes prélevées par l'Etat pour le bien de tous. Pour cela, on confisquera, bien entendu les biens des commerçants réactionnaires, et en plus on mobilisera les commerçants les moins riches pour les verser dans la production comme petits paysans, comme employés dans le secteur public, etc.

163. — Chaque fois que nous disposons d'un personnel compétent et honnête, nous le chargeons d'acheter et de revendre pour le compte de l'Etat notamment au stade de demi-gros et de gros. Si un tel personnel nous manque alors nous confions ces tâches à un commerçant moyen ou même riche, pourvu qu'il soit anti-colonialiste.

164. — En ce qui concerne les principales productions exportées, ce sont les autorités révolutionnaires qui devront elles-mêmes en assurer l'écoulement à l'extérieur ; seule la collecte à l'intérieur obéira aux principes énoncés au numéro 163. Autrement dit, nous devons immédiatement étudier les possibilités de créer un office révolutionnaire du Commerce Extérieur qui doit permettre de bien payer les paysans tout en fournissant à tout le pays des marchandises importées à bon prix...

165. — Toutes les unités économiques gérées au compte de l'Etat, doivent être dirigées par des représentants de l'Etat assistés d'un Comité démocratiquement élu. Ce comité doit comprendre soit des ouvriers, soit une très forte majorité de paysans pauvres ou de petits commerçants, selon qu'il s'agit soit des usines, soit des activités agricoles, pastorales et forestières ou enfin d'entreprises commerciales. Les dirigeants doivent naturellement être choisis parmi les éléments les plus dévoués à la cause de la Révolution.

166. — Les comités assureront la priorité aux besoins de la lutte révolutionnaire ; ils se conformeront aussi aux principes de notre politique sociale et culturelle, et ainsi qu'aux principes économiques ci-dessous.

167. — Le développement harmonieux de l'économie nationale exige que tous ses secteurs (industrie, agriculture, commerce, pêche, etc...) se développent en même temps, mais dans des proportions variables. Ces proportions nous le précisons au fur et à mesure de notre développement économique, scientifique et technique.

168. — Pour le moment, voici le devoir minimum des autorités révolutionnaires :

a) assurer *en permanence* du travail, de la nourriture, un logement et un minimum de vêtements à *toutes* les populations des zones libérées.

b) préparer la réalisation de notre programme d'industrialisation intégrale du pays.

169. — En conséquence, dans les mois qui suivent, nous devons développer dans chaque région libérée :

a) les cultures vivrières locales

b) les industries artisanales et d'autres produisant les biens de consommation

c) les puits d'eau et les petits ouvrages d'hydraulique agricole pour irriguer les terres de nos paysans et de nos éleveurs

d) les petits barrages électriques pour donner la lumière et le téléphone à tous les villages libérés.

170. — L'importance des cultures d'exportation variera selon nos possibilités de commercialisation à l'extérieur ou de transformation sur place. Quand nous aurons, sur une grande échelle, développé notre administration révolutionnaire et nos possibilités d'exploiter les ressources naturelles, alors nos efforts de développement accorderont la priorité à l'industrie lourde.

Notre pays doit rapidement produire non plus seulement des matières premières, mais encore fabriquer :

a) une gamme variée de produits énergétiques : pétrole, essence, gaz et sous-produits...

b) des machines de toutes sortes, servant à fabriquer d'autres machines, à développer toutes formes de

transports, à réaliser toute espèce de travaux publics, à mécaniser intégralement l'agriculture, etc...

c) des produits chimiques extrêmement variés : engrais, produits pharmaceutiques, colorants, explosifs.

171. — Il est évident que notre victoire immédiate à l'échelon de tout le pays faciliterait beaucoup le démarrage de cette industrialisation intégrale, puisque nous pourrions contrôler des centres industriels et portuaires importants tels que ceux d'Edéa et de Douala, Bonabéri, etc...

172. — Pour préparer ce développement harmonieux, proportionné et rapide de toutes les branches de l'économie, nous devons recourir à une planification scientifique, c'est-à-dire générale, impérative et démocratique.

173. — La planification doit être générale, c'est-à-dire embrasser toutes les activités humaines : non seulement économiques mais aussi culturelles, sociales, etc. Pourquoi ? parce que toutes ces activités sont interdépendantes : si une d'elles n'est pas planifiée, elle se développe de façon anarchique et déséquilibrée ; la planification dans les autres domaines s'en trouve compromise. Ainsi, par exemple, la planification des prix et des salaires doivent aller ensemble ; autrement la juste rémunération que nous devons assurer à chacun, manquera inévitablement soit aux producteurs et aux employeurs, soit aux salariés et à tous ceux qui vivent d'allocations diverses...

174. — La planification doit être impérative, c'est-à-dire qu'elle doit déterminer, pour des périodes précises, des tâches concrètes et obligatoires dans le domaine de la production, de la circulation et de la répartition.

Pour être impérative, la planification doit reposer sur un secteur public et un secteur coopératif importants, car sans cela, chacun fait ce qu'il veut. Alors, l'économie se développe (si elle se développe !) de façon extrêmement lente, parce que irrationnelle, désordonnée et pleine de très graves injustices sociales... C'est ce que montre la prétendue planification mise en œuvre dans les colonies depuis quinze ans...

175. — La planification doit enfin être démocratique : les directives élaborées par la Commission du Plan d'Etat doivent être transmises aux différents ministères, puis aux commissions régionales et municipales du Plan qui les communiquent aux syndicats, aux coopératives et aux entreprises. Ces derniers organismes les discutent et les renvoient pour coordination aux commissions du Plan, des municipalités, des régions, des ministères et de l'Etat...

Seul un plan élaboré dans ces conditions est juste et réalisable :

- il tient compte de l'intérêt et des possibilités de chacun
- il suscite l'enthousiasme de tous, car, en participant à son élaboration, chacun s'engage à le réaliser d'autant plus qu'il y va de son intérêt personnel.

176. — La Direction de l'U.P.C. proposera les tâches fondamentales à accomplir dans chaque région libérée. Pour le moment, nos indications précédentes suffisent. Le plus urgent consiste par achever la libération de certaines régions et y mettre sur pied l'administration révolutionnaire.

177. — Enfin, pour améliorer rapidement son bien-être matériel et culturel, le peuple Kamerunais doit

développer son économie dans une coopération loyale avec tous les peuples du monde et d'abord avec les peuples africains et ceci doit s'étendre à tous les domaines : culturel, scientifique et technique, financier, monétaire, commercial, douanier, etc...

178. — L'union économique avec les pays frères d'Afrique renforce chacun de ses participants et accélère son développement à tous les points de vue.

Les producteurs peuvent plus facilement imposer aux partenaires des conditions de vente meilleures, car les acquéreurs étrangers ne pourront plus par exemple refuser le cacao de Nigéria pour acheter celui du Kamerun ; de même pour les bananes, le café, etc... Au contraire en s'unissant nos producteurs exerceront une influence décisive et avantageuse pour eux-mêmes, sur le marché mondial.

179. — L'exploitation de nos ressources deviendra plus facile et plus profitable à nos pays. D'abord parce que les impérialistes ne pourront plus nous opposer les uns aux autres en proposant à certains des conditions plus avantageuses qu'à d'autres.

Ensuite, la mise en commun de nos moyens permet à chacun de consacrer ses efforts dans les domaines où il réussit le mieux. Ainsi la transformation à Edéa de la bauxite de Bamenda enrichit le Kamerun entier tout en permettant au Kamerun occidental de consacrer à d'autres fins, les ressources que nécessiterait la construction d'un ensemble industriel comme celui d'Edéa. Cet exemple est valable au niveau de toute l'Afrique.

180. — L'harmonisation des moyens de communication terrestres, aériens et maritimes les rendrait plus rentables. Ainsi sur le chemin de fer Douala-Tchad, la tonne kilométrique pourrait descendre de 8 à 5 francs, sur une ligne pleinement utilisée, alors que le chemin de fer du Kamerun est exploité seulement à 50%.

181. — Enfin, l'union économique offrirait à nos producteurs un marché nettement plus large...

182. — Tous ces avantages sont irréalisables dans le cadre d'une union avec des économies non-africaines, pour une ou plusieurs des raisons suivantes :

a) vu l'éloignement géographique et l'extrême dissimilitude des produits, les avantages de l'unification ne joueraient guère par exemple pour alléger le prix des transports, pour augmenter notre poids sur l'offre internationale, etc...

b) l'inégalité accentuée dans le niveau de développement consacrerait définitivement le retard de l'Afrique, car la puissance économique et la puissance politique qui en découle, la structure des échanges, etc., joueraient essentiellement au profit des économies plus développées, qui exercent sur les nôtres des effets unilatéraux...

c) les maîtres des économies non-africaines recherchent leur profit et non notre promotion économique...

Pour toutes ces raisons, les économies africaines restent arriérées bien qu'elles soient depuis des décades étroitement liées à des économies extra-africaines...

183. — En conséquence, la politique du Kamerun réellement indépendant doit se situer dans le cadre de l'unité africaine.

Son appartenance à une zone monétaire, sa politique commerciale et douanière, sa politique des transports extérieurs et des télécommunications, sa politique même d'exploitation des ressources naturelles tout devra concourir à hater et à consolider l'unité de l'Afrique.

184. — D'une façon générale, nos relations économiques extérieures doivent obéir au principe de l'intérêt mutuel librement décidé par les parties en présence.

185. — Comme par ailleurs, la pointe de notre Révolution n'est pas dirigée contre le capitalisme, les capitalistes étrangers, particuliers, gouvernements, ou organisations supra-nationales, ont de larges possibilités de coopération avec un Kamerun réellement indépendant.

186. — Seule la conquête de l'indépendance véritable créera un régime stable et capable de négocier *directement* avec n'importe qui, sans égard à des tiers qui ne manquent jamais d'exercer des pressions dans le sens de leurs intérêts, ou bien de faire payer chèrement leurs offices d'intermédiaire.

Voilà déjà des avantages substantiels que nous assurerons à nos partenaires de tous les pays du monde.

187. — En plus, nous leur garantissons :

a) la propriété de leurs entreprises pour une longue durée fixée d'un commun accord et la nationalisation avec compensation ou rachat.

b) le droit de rapatrier les salaires et traitements et même une partie des bénéfices.

c) l'exécution de nos contrats par un peuple unanime et enthousiaste derrière son gouvernement.

188. — Bien entendu, nous ne proposons une telle coopération qu'à des conditions précises :

a) le respect des lois et coutumes du pays dans tous les domaines, sans la moindre ingérence dans nos affaires intérieures.

b) l'absence de conditions politiques ou militaires.

c) l'affectation des prêts ou des investissements aux projets *de notre choix*.

189. — De quels moyens disposons-nous pour la réalisation d'un programme économique et social aussi grandiose ?

Les néo-colonialistes et leurs agents vont prétendre qu'un tel programme est irréalisable, faute de moyens. En réalité, le seul moyen qui manque c'est l'Indépendance véritable. Une fois que nous l'aurons conquise, nous pourrons transporter des montagnes, pour les raisons qui suivent :

Notre pays possède des ressources extrêmement abondantes et variées.

190. — Le travailleur kamerunais s'adapte très vite et très bien aux techniques les plus modernes. Nous ne citerons qu'un exemple de cette heureuse adaptation : l'ensemble industriel d'Edéa, qui renferme l'usine d'aluminium la plus moderne du monde capitaliste. Nous citons ici le témoignage d'experts en la matière, la *Revue de l'Aluminium*, No. 246. Pour choisir les Africains appelés à remplacer les Européens, dit cette revue, on chargea une mission de spécialistes formés aux méthodes psychologiques et psychotechniques modernes, de définir les normes objectives d'une sélection et de conseiller la Direction de l'usine pour le recrutement. Les vieux "coloniaux" sourirent. Tout de même les cent vingt premiers ouvriers de fabrication, choisis après une sélection sévère parmi des manœuvres de chantiers, des boys, des chauffeurs, des commis de magasins, des clerks ou des planteurs, ne parurent pas exagérément dépaysés au milieu de l'équipement électro-métallurgique ; après six mois de travail, 87 pour cent remplissaient convenablement leur tâche ; certes ils la faisaient comme des débutants mais pas plus mal que ne l'auraient fait des Européens. Bien plus même, huit aides-chefs d'équipe

ont pu être dégagés ; ils travaillent pour l'instant en double commande ; mais dans un an ils pourraient être aptes à prendre seuls des responsabilités de commandement.

Voilà donc comment s'adaptent des gens qui n'ont jamais manipulé les machines modernes, et qui au surplus vivent dans des conditions difficiles avec de bas salaires, la discrimination raciale, etc. Il est certain que des ouvriers entraînés dans nos cours de formation professionnelle accélérée, jouissant des conditions économico-sociales et politiques que nous avons décrites plus haut, de tels ouvriers accompliraient rapidement des miracles...

191. — Il est absolument certain que beaucoup de pays au monde tiendront à coopérer avec un Kamerun réellement indépendant, car cette coopération profiterait aussi à leurs économies.

192. — Le Kamerun réellement indépendant y gagnera des courants d'échanges diversifiés qui l'affranchiront de la dépendance envers les capitalistes français.

La coopération avec les pays socialistes stabilisera aussi nos recettes d'exportation, tout en nous permettant d'acquérir les équipements indispensables à notre industrialisation.

193. — Même si nous n'obtenons pas une aide extérieure appréciable, les sources d'accumulation interne sont pratiquement inépuisables.

L'homme est le capital le plus précieux. Les réalisations de l'investissement humain en Guinée nous autorisent à fonder de grands espoirs sur un peuple aussi intelligent, aussi dynamique et aussi fécond que le nôtre.

194. — Les biens des contre-révolutionnaires faciliteront le démarrage de notre développement économique.

En élevant la productivité de leur travail, les ouvriers, les paysans, les artisans, etc... réaliseront des économies toujours plus importantes de matières premières et de temps...

Les emprunts et le crédit mis désormais au service des autochtones fourniront aussi un appoint non négligeable.

195. — Mais la source la plus importante de nos moyens financiers proviendra de la fiscalité et du secteur public. La fiscalité sera marquée par un impôt progressif sur le revenu, l'élévation des impôts sur le chiffre d'affaires, les bénéfices industriels et commerciaux et les réserves, les produits de luxe et tout ce qui n'est pas largement consommé, etc...

Quant au secteur nationalisé (entreprises industrielles, agricoles, pastorales, office du commerce extérieur, banques, gros transports, etc...) le rôle moteur qu'il doit jouer dans l'économie, en fait la source par excellence des revenus publics.

196. — En bref, le peuple Kamerunais peut parfaitement réaliser le programme économique et social que nous lui proposons. Nous avons vu par exemple le Ghana retirer uniquement du cacao les 5/6 des ressources de son premier Plan Quinquenal. Or notre économie est d'ores et déjà plus diversifiée que celle du Ghana, et notre programme est de nature à mobiliser en permanence toutes les forces créatrices de la Nation, car nous demandons au peuple kamerunais de construire son économie pour lui-même. Nous verrons par la suite que la solidarité africaine et la solidarité afro-asiatique deviennent une réalité, une force de plus en plus agissante...

Une seule chose manque donc à notre vaillant peuple : l'indépendance véritable...

197. — Les objectifs de la Révolution Kamerunaise s'inscrivent non seulement dans le cadre de l'unité africaine, mais encore dans l'esprit de Bandoeng.

Notre politique en effet s'appuie et continuera à s'appuyer sur les principes adoptés par cette conférence et par les conférences de peuples ou de gouvernements, qui se sont depuis tenues au Caire (Décembre 1957), Accra en 1958, Monrovia en 1959 et Tunis en 1960.

198. — Parmi ces principes nous retenons en particulier :

a) la lutte intransigeante contre le colonialisme et l'impérialisme sous toutes leurs formes, c'est-à-dire la lutte pour la libération immédiate et complète de tous nos peuples.

b) le respect des droits fondamentaux de l'Homme, ainsi que des principes des Nations-Unies.

c) le respect de l'indépendance de tous les peuples et de l'intégrité de leurs territoires.

d) la coexistence pacifique et la coopération loyale avec tous les peuples du monde.

e) le recours aux solutions pacifiques pour le règlement des différends entre Etats.

199. — Tels sont dans leurs grandes lignes les objectifs de la Révolution Totale qui s'impose au peuple kamerunais et dans laquelle l'U.P.C. entend garder comme par le passé, son rôle d'avant-garde.

Jusqu'ici l'U.P.C. et son Armée de Libération Nationale se sont couvertes de glorieuses victoires. Il est absolument certain que les dirigeants du Mouvement Kamerunais et nos valeureux Combattants sauront aussi conduire le Peuple à l'indépendance véritable et à des lendemains enchanteurs.

200. — Il nous reste simplement à voir les moyens politiques de cette Révolution Totale, l'armée ayant reçu par ailleurs les directives appropriées dans le domaine militaire.

Avant d'aborder cette question très importante, il nous paraît utile de montrer à certains milieux que la Révolution Totale n'est point une aventure, mais réellement la seule voie de la Victoire...

IV. COMMENT HATER LA VICTOIRE DEFINITIVE DU PEUPLE KAMERUNAIS CONTRE LE COLONIALISME ET L'IMPERIALISME ?

201. — Une dernière question se pose parfois : la Révolution Totale n'est-elle pas une aventure ? Autrement dit, le peuple kamerunais peut-il et va-t-il vaincre l'impérialisme et accéder à l'indépendance réelle ? Le peuple kamerunais peut-il et va-t-il instaurer un régime de Démocratie Nouvelle dans le cadre de l'unité africaine ?

Oui ! sans le moindre doute possible ! Telle est, telle doit être la réponse de chacun. Essentiellement parce que les conditions internes et externes sont extrêmement favorables à la Révolution Totale.

CONDITIONS INTERNES

202. — "Il n'existe pas dans l'Histoire un seul exemple d'une armée étrangère triomphant d'une insurrection nationale". Voilà un aveu de M. Mendès-France qui pourtant, refusa de négocier avec les nationalistes algériens dès le début de leur révolution en 1954. L'insurrection populaire kamerunaise vaincra donc nécessairement l'armée française. Et cela pour plusieurs raisons.

203. — D'abord nous luttons dans notre propre pays : nos combattants le connaissent infiniment mieux que les mercenaires de l'armée française.

Ensuite les caractères désarticulés et fragiles de l'économie kamerunaise, le fait qu'elle dépend beaucoup du

commerce extérieur et qu'elle est composée de régions économiques plus ou moins autonomes, tout cela nous permet :

a) de paralyser aisément le gouvernement néo-colonialiste en détruisant les produits exportés qui alimentent son budget ;

b) de diriger des zones libérées économiquement indépendantes du reste du pays.

204. — Ces zones vont non seulement se maintenir mais encore s'étendre, car notre cause est fondamentalement juste, ainsi que nos méthodes : lutter contre le néo-colonialisme. C'est essentiellement lutter pour que le peuple fasse lui-même sa loi et son propre bonheur.

Le contenu concret que nous entendons donner à l'indépendance véritable est parfaitement capable.

1) de mobiliser et de fanatiser au moins 97% des Kamerunais autour de nos mots d'ordre ;

2) d'isoler complètement nos adversaires déjà très mincritaires et opposés les uns aux autres par des égoïsmes et des ambitions inconciliables.

205. — Enfin, le peuple kamerunais a une expérience et des traditions révolutionnaires particulièrement remarquables et il demeure fermement décidé à poursuivre par tous les moyens la lutte libératrice.

Tout cela ressort nettement des faits suivants :

L'histoire de l'occupation progressive du Kamerun par les Allemands est riche d'actes de résistance bien connus, notamment en pays Bamiléké, Boulou, Bassa, etc. Mais nous préférons citer l'opposition des patricies aux envahisseurs français, qui en arrivant en 1916, se présentèrent comme des libérateurs. La lutte du peuple contre

l'occupant allemand facilita effectivement la victoire des franco-britanniques. Mais le fait pour eux de se présenter en "sauveurs" ne les préserva pas pour autant d'une résistance farouche de la part d'un peuple qui s'attendait à recouvrer l'indépendance. Dans ses rapports à la Société des Nations, le gouvernement français avoue lui-même qu'il n'a commencé à contrôler la situation qu'en 1925!

206. — Durant la guerre de 1939-1945, les Kamerunais firent preuve d'un dévouement et d'un courage exceptionnels; malgré leur extrême dénuement, ils réussirent à acheter avec leurs cotisations, un avion de guerre, le Spit-Fire... Beaucoup d'entre eux s'illustrèrent sur les champs de bataille, du Fezzan à la plaine d'Alsace, en passant par la libération de Paris.

207. — Depuis la trahison de M. Houphouët-Boigny, Président du Rassemblement Démocratique Africain en 1950, l'U.P.C. a été jusqu'à l'indépendance de la Guinée en Septembre 1958, la seule organisation à continuer ouvertement et radicalement la lutte anti-impérialiste en Afrique Noire.

208. — Appuyée par l'opinion publique mondiale, cette lutte atteint depuis 1954 un degré tel que les colonialistes français se sentent obligés de faire des concessions. Mais d'après leurs propres rapports, des concessions limitées au seul Kamerun devaient inévitablement provoquer des troubles dans le reste de l'empire: d'où la nécessité d'y réaliser aussi des réformes parallèles à celles du Kamerun.

C'est ainsi que la lutte héroïque du peuple kamerunais se trouve être la principale cause immédiate de cette fameuse Loi-Cadre de 1956 qui marque le début de l'évolution actuelle du continent noir sous domination française.

209. — Depuis 1955, malgré les difficultés exceptionnelles d'une lutte d'avant-garde dans un pays entouré de

tous côtés par des territoires directement et entièrement contrôlés par les impérialistes, malgré la dissolution du Parti et la lutte acharnée des impérialistes franco-américains contre nous, l'U.P.C. continue à tenir haut, l'étendard de la liberté.

210. — Loin de détruire nos maquis, l'odieux assassinat de notre Secrétaire Général et la proclamation même d'une indépendance fictive ont galvanisé l'ardeur de nos combattants : aujourd'hui, le pays est pratiquement divisé en 3 zones :

a) les zones presque entièrement libérées : le Bamiléké et le Mungo et des îlots ça et là, soit plus du $\frac{1}{6}$ de la population;

b) les zones plus ou moins contrôlées par notre armée, le Nkam, le Wouri, la Sanaga-Maritime, le Mbam, le Nyong et Sanaga, le Dja et Lobo, le Ntem et Kribi, soit environ la moitié de la population totale.

c) le reste où nos activités militaires sont encore sporadiques.

On ne peut que féliciter et admirer les glorieux combattants de l'Armée de Libération Nationale, quand on réalise qu'ils ont obtenu ces résultats avec des moyens tout-à-fait rudimentaires. Sans le moindre doute, ils iront d'exploits en exploits, surtout maintenant qu'ils s'agueriront tout en bénéficiant d'une solidarité toujours plus agissante de la part des autres peuples du monde.

CONDITIONS EXTERIEURES

211. — Le camp des impérialistes est irréductiblement divisé quand il s'agit de se partager les richesses de nos pays et les zones d'influence. Voilà pourquoi les chefs de file du néo-colonialisme, les impérialistes américains

essaient partout de remplacer les Français, les Anglais, etc... Ces oppositions entre les impérialistes se développent au fur et à mesure que le camp anti-impérialiste se renforce.

212. — Le camp anti-impérialiste comprend d'une part les pays socialistes, et d'autre part, le "tiers monde" c'est-à-dire l'ensemble des pays sous-développés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, auxquels il faut d'ailleurs ajouter toutes les forces progressistes des pays impérialistes.

213. — Dans les pays sous-développés, la lutte contre l'impérialisme se développe avec une force de plus en plus irrésistible. Depuis environ quinze ans, nous avons vu de nombreux pays se libérer malgré les efforts illimités que les impérialistes ont déployés pour s'y maintenir. C'est le cas notamment de la Chine Populaire, de l'Indochine, de l'Irak et du Cuba, où les impérialistes de loin les plus puissants (américains et français) ont été écrasés.

214. — Tout récemment en Afrique même, le mouvement de libération s'est développé avec une force sans précédent. Ainsi le gouvernement français se voit forcé de reconnaître l'indépendance aux pays de la "communauté" alors que voici à peine vingt mois, il pensait bâtir une communauté éternelle. Les colonialistes belges voulaient donner l'indépendance au Congo rien qu'en 1985; grâce à la pression populaire, cette indépendance va être proclamée le 30 Juin 1960.

215. — Ces victoires du camp anti-impérialiste constituent pour nous de grands encouragements; elles nous fournissent aussi de précieuses leçons. Qui plus est, les pays réellement indépendants sur le plan politique, réalisant de plus en plus la nécessité de lutter contre l'impérialisme non seulement à l'intérieur mais aussi à l'exté-

rieur, car ils comprennent chaque jour davantage que l'impérialisme est une menace et une entrave permanentes à leur liberté et à leur bien-être.

216. — C'est cette conviction qui explique, comme une nécessité historique, la naissance du Mouvement de Solidarité Afro-Asiatique, qui vise à liquider complètement le néo-colonialisme et l'impérialisme, ainsi qu'à promouvoir le développement économique, social et culturel des pays d'Afrique et d'Asie.

217. — Loin d'être un simple vœu, la Solidarité afro-asiatique s'affirme comme une force sans cesse grandissante. C'est grâce à elle, par exemple, que l'Égypte a pu en 1956 repousser l'agression perpétrée contre elle par les impérialistes franco-britanniques et Israël. C'est encore grâce à la solidarité afro-asiatique que la République Arabe Unie construit aujourd'hui le Haut-Barrage d'Assouan, bien que les impérialistes anglo-américains aient refusé de financer ce projet pourtant très important pour le peuple arabe.

218. — Dans leur lutte pour l'indépendance véritable, les patriotes kamerunais peuvent donc atteindre de toutes les forces anti-impérialistes à travers le monde, une aide appréciable. Cette aide peut revêtir plusieurs formes dont voici les principales :

Aide diplomatique et morale pour :

a) obtenir du gouvernement français qu'il retire ses troupes du Kamerun et laisse le peuple kamerunais gérer lui-même toutes ses affaires;

b) obtenir du gouvernement américain qu'il cesse de soutenir les impérialistes français notamment en leur fournissant des armes;

c) obtenir du gouvernement britannique qu'il accorde le droit d'asile aux patriotes réfugiés en zone occidentale, et que loin de lutter contre la réunification de notre cher pays, il la facilite plutôt.

219. — L'aide de nos amis peut aussi consister à mettre à notre disposition :

a) tous les moyens possibles de propagande : Presse, Radio, Télévision, Bureau d'information...

b) des fournitures telles que médicaments, vêtements, livres, instruments médicaux, appareils de photographie, de cinéma, de radio...

c) tous les moyens matériels nécessaires à la réalisation de nos objectifs révolutionnaires.

Enfin, certains amis pourraient aussi nous former des cadres dans toutes les branches. Ils pourraient même nous envoyer des volontaires, si cela devenait absolument nécessaires.

220. — Bien sûr certains dirigeants, même en Afrique, ne comprennent pas encore ni les dangers imminents que représente le régime néo-colonialiste et fasciste imposé actuellement au peuple kamerunais, ni à fortiori l'intérêt immense qui résulterait pour eux de l'indépendance véritable du Kamerun. Quand on pense à de tels leaders, on peut naturellement douter de l'aide extérieure. Mais il ne faut pas oublier que ces leaders sont en perte accélérée de vitesse: ils s'effacent au fur et à mesure que l'impérialisme recule; or, comme nous l'avons déjà vu, le régime néo-colonialiste de l'impérialisme s'effondre très rapidement. Que sont devenus les Bao Dai, les Ben Arafat, les Grunitzki et les Ajavon? Ils végètent dans le mépris général. Les opinions de M. Houphouët — Boigny sur la politique coloniale de la France ont-ils aujourd'hui le même poids que jusqu'en 1958? Non!

221. — Par contre, sur la base même de leurs victoires antérieures pour l'indépendance et l'unité, les forces anti-impérialistes préparent sans cesse des victoires plus éclatantes: on peut en juger notamment par les résultats de la 2ème Conférence des Peuples Africains tenue à Tunis du 25 au 29 Janvier 1960.

222. — Indiscutablement, la Conférence d'Accra en Décembre 1958 a constitué un plein succès à tous points de vue. Mais parce que nous avons bénéficié de l'expérience accumulée lors de cette conférence, parce que certains problèmes (tels que le néo-colonialisme, les voies de l'unité, etc.) sont devenus plus clairs et que la volonté de lutte anti-impérialiste s'est développée depuis en Afrique. La conférence de Tunis a marqué des progrès très nets sur celle d'Accra malgré les pressions accrues des impérialistes. Ces progrès apparaissent spécialement dans les points suivants:

1) La 2ème Conférence des Peuples Africains a vigoureusement dénoncé toutes les formes de néo-colonialisme, alors que le problème du néo-colonialisme était resté dans l'ombre à Accra. Soit souligné en passant: parce que constituant l'exemple caractéristique de néo-colonialisme en Afrique, l'expérience kamerunaise a beaucoup contribué à cette évolution.

2) La 2ème conférence a beaucoup insisté sur les problèmes de l'indépendance économique, qui n'avaient pas été abordés à Accra.

3) La conférence de Tunis a adopté de nombreuses propositions très concrètes pour la réalisation de l'Unité; la conférence d'Accra avait simplement accepté le principe et suggéré quelques étapes géographiques de ce processus d'unification.

4) Alors que la 1ère conférence des Peuples Africains avait simplement fixé à 1963 la date de l'évacuation totale

de l'Afrique, libération qui, pensait-on, peut se réaliser par tous les moyens, la 2ème conférence a adopté des propositions très concrètes pour la réalisation de ce calendrier. Notons que les plus importantes de ces mesures concernent la libération par la lutte armée; ce sont:

— la coordination des partis politiques en vue de la lutte armée.

— la constitution d'une brigade africaine de volontaires pour tous les pays où la guerre libératrice est imposée par les impérialistes.

223. — Bien sûr, ce ne sont encore là que des résolutions, mais nous savons que les idées deviennent des forces matérielles, dès qu'elles s'emparent des masses... Un exemple : jusqu'en 1958 quand l'U.P.C. parlait d'indépendance, on lui répondait que les Kamerunais ne peuvent se gouverner eux-mêmes, car ils ne peuvent même pas fabriquer une boîte d'allumettes. Aujourd'hui que, organisé et dirigé par l'U.P.C., le peuple a conquis l'indépendance, ce sont les ennemis de ce peuple qui confisquent les fruits de sa lutte.

224. — Un autre exemple encore : jusqu'en 1958, certaines personnes ne croyaient pas à la possibilité de réunifier le Kamerun. La mission de l'O.N.U. qui a visité le pays en Novembre 1958, a même recommandé d'intégrer à la Nigéria, le Nord du Kamerun Occidental, sans aucune consultation préalable. Mais sur l'insistance des Etats africains indépendants, les Nations Unies ont, quand même accepté un référendum. Bien que l'U.P.C. n'ait pas pu participer officiellement, bien que les femmes n'y aient pas eu le droit de voter, bien que l'on ait refusé de proposer la réunification comme alternative à l'intégration malgré toutes les circonstances défavorables, le peuple s'est prononcé à une écrasante majorité contre l'intégration à la Nigéria. C'est que les idées lancées par l'U.P.C. avaient

déjà organisé, transformé et mobilisé les masses. Et nous avons, par ailleurs, constaté que ces idées d'indépendance véritable et d'unité sont en train d'avancer à pas de géant à travers tout le continent.

225. — Ainsi nous devons affirmer que le temps travaille pour nous, mais à une condition : Aide-toi et le Ciel t'aidera. En effet, à part quelques rares exceptions, nos alliés ne nous aideront sérieusement que s'ils réalisent enfin l'ampleur et la force de la Révolution kamerunaise. Cela signifie que nous devons intensifier notre lutte armée, mais aussi redoubler de vigilance et renforcer notre unité.

226. — Redoubler de vigilance, signifie d'abord que nous devons dépister et dénoncer sans répit toutes les manoeuvres de l'ennemi. Etre vigilant, c'est aussi repérer à temps les agents que les impérialistes glissent parmi nous, c'est les traiter conformément au programme 1956 en 6 points... Etre vigilant, c'est enfin intensifier notre campagne contre l'incompréhension : il s'agit de populariser au maximum nos positions et nos exploits, avec comme objectif précis de renforcer le Front anti-impérialiste, à l'intérieur et à l'extérieur du Kamerun. Le renforcement du Front anti-impérialiste est en effet la condition indispensable, le moyen politique essentiel de la victoire des patriotes.

227. — Dans nos efforts pour l'unité, nous devons absolument veiller à ce que la réalisation de l'unité ouvre des perspectives plus larges pour la lutte anti-impérialiste et pour l'amélioration du bien-être matériel et culturel des masses populaires. Il n'est pas question qu'au nom de l'unité, les travailleurs cessent la lutte contre les exploités; il n'est pas question qu'au nom de la détente internationale et de la coexistence pacifique, les peuples coloniaux relâchent leur vigilance et se résignent à l'oppression. Puisque les réformettes politiques et les concessions

économico-sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, c'est cette lutte qu'il faut intensifier.

228. — Le programme de l'U.P.C. tel qu'il apparaît dans ces commentaires, permet précisément une unité réellement anti-impérialiste et réellement profitable aux travailleurs, car ce programme épargne et favorise même les intérêts de toutes celles et de tous ceux qui luttent réellement pour le triomphe de la Révolution ou qui, hors du Kamerun, peuvent du moins rester "neutres".

229. — Sur le plan intérieur, l'U.P.C. peut donc et doit regrouper autour de ce programme les syndicats, les mouvements de femmes, de jeunes, des commerçants et transporteurs, etc... Peu importe que ces mouvements soient légaux ou illégaux. L'essentiel est que dans le Front ainsi constitué, chaque organisation garde sa personnalité et que les militants de l'U.P.C. constituent une avant-garde consciente à la tête du mouvement...

230. — Notons ici que pour la zone occidentale, notre programme est parfaitement valable, sauf en ce qui concerne la lutte armée. La popularisation de ce programme constitue la meilleure préparation aux référendums qui dans cette zone décideront de la Réunification...

231. — Sur le plan extérieur, nous devons nous comporter de façon à neutraliser au maximum les forces réactionnaires et à mettre nettement devant leurs responsabilités toutes les organisations et tous les leaders qui se disent anti-colonialistes et anti-impérialistes. Nous n'avons pas à choisir nos amis, c'est à eux de se définir et d'adopter une position concrète vis-à-vis de notre programme qui est absolument juste.

232. — Tels sont les commentaires essentiels qu'appelle l'Historique Déclaration du Bureau du Comité Direc-

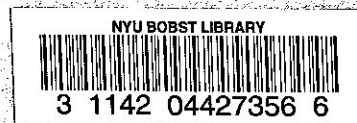
teur de l'U.P.C. sur l'Indépendance du Kamerun. Nous invitons chaleureusement tous les patriotes kamerunais à lire et à relire ces pages, ainsi que la Déclaration elle-même; les lectures doivent être suivies de discussions et de séances explicatives dans les entreprises, les villages et les villes, etc...

Enfin, nous demandons que chacun de nous fasse connaître ses critiques et ses suggestions. Telle est la seule voie qui mène à la victoire.

233. — Pendant plus de cent ans, les colonialistes et les impérialistes ont imposé aux peuples leur régime d'oppression et d'exploitation.

Aujourd'hui, tous les peuples se libèrent de ce joug. Pendant des années, les colonialistes réactionnaires des États-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne et de France ont imposé la lutte armée à certains peuples: 5 ans au Cuba, 8 ans en Indochine, 22 ans en Chine, etc... Malgré tous les efforts des impérialistes, ils ont été militairement vaincus... Preuve manifeste que les impérialistes et tous les réactionnaires ne sont que des tigres en carton. Même si nous devons lutter pendant 10, 20 ou 30 ans, la victoire finale est à nous. Car aucune force au monde ne vaincra un peuple uni, vigilant et décidé à lutter jusqu'au bout pour l'indépendance véritable, la démocratie réelle, le bien-être et la paix. Notre juste lutte sera nécessairement victorieuse. En avant donc, chers camarades, vers la Victoire Finale!

Le Caire, le 4 Février 1960.



teur de l'U.P.C. sur l'Indépendance du Kamerun. Nous invitons chaleureusement tous les patriotes kamerunais à lire et à relire ces pages, ainsi que la Déclaration elle-même; les lectures doivent être suivies de discussions et de séances explicatives dans les entreprises, les villages et les villes, etc...

Enfin, nous demandons que chacun de nous fasse connaître ses critiques et ses suggestions. Telle est la seule voie qui mène à la victoire.

233. — Pendant plus de cent ans, les colonialistes et les impérialistes ont imposé aux peuples leur régime d'oppression et d'exploitation.

Aujourd'hui, tous les peuples se libèrent de ce joug. Pendant des années, les colonialistes réactionnaires des Etats-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne et de France ont imposé la lutte armée à certains peuples: 5 ans au Cuba, 8 ans en Indochine, 22 ans en Chine, etc... Malgré tous les efforts des impérialistes, ils ont été militairement vaincus... Preuve manifeste que les impérialistes et tous les réactionnaires ne sont que des tigres en carton. Même si nous devons lutter pendant 10, 20 ou 30 ans, la victoire finale est à nous. Car aucune force au monde ne vaincra un peuple uni, vigilant et décidé à lutter jusqu'au bout pour l'indépendance véritable, la démocratie réelle, le bien-être et la paix. Notre juste lutte sera nécessairement victorieuse. En avant donc, chers camarades, vers la Victoire Finale!

Le Caire, le 4 Février 1960.

NYU BOBST LIBRARY



3 1142 04427356 6

Imprimerie "MONDIALE"